

Socfinaf S.A.

2014 RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	20
1. Caoutchouc	20
2. Huiles végétales	22
Environnement et responsabilité sociale	25
Chiffres clés	26
1. Indicateurs d'activités	26
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	27
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	27
Données boursières	28
Faits marquants de l'exercice	28
Gouvernance d'entreprise	29
1. Introduction	29
2. Conseil d'Administration	29
3. Les Comités du Conseil d'Administration	33
3.1. Comité d'Audit	33
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	33
4. Rémunérations	33
5. Notification de l'actionnariat	33
6. Calendrier financier	34
7. Audit externe	34
8. Autres informations	34
Déclaration de conformité	35
Rapport de gestion consolidé	36
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	40
Etats financiers consolidés	42
1. Etat de la situation financière consolidée	42
2. Compte de résultat consolidé	44
3. Etat du résultat étendu consolidé	45
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	46
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	47
6. Annexe aux états financiers consolidés	48
Note 1. Généralités et méthodes comptables	48
Note 2. Filiales et entreprises associées	59
Note 3. Acquisitions d'activités	61
Note 4. Immobilisations incorporelles	62
Note 5. Immobilisations corporelles	63
Note 6. Actifs biologiques	64
Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	67
Note 8. Participations dans des entreprises associées	69
Note 9. Titres disponibles à la vente	73
Note 10. Impôts différés	74
Note 11. Stocks	75
Note 12. Créances commerciales (actifs courants)	76
Note 13. Autres créances (actifs courants)	76
Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles	77
Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie	78
Note 16. Capital et prime d'émission	78

SOMMAIRE

Note 17. Réserve légale	78
Note 18. Engagements de retraites	79
Note 19. Dettes financières	82
Note 20. Autres dettes	84
Note 21. Instruments financiers	85
Note 22. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	87
Note 23. Dotations aux amortissements	87
Note 24. Autres produits financiers	88
Note 25. Charges financières	88
Note 26. Charge d'impôts	89
Note 27. Résultat net par action	91
Note 28. Dividendes et tantièmes	91
Note 29. Informations relatives aux parties liées	91
Note 30. Engagements hors bilan	93
Note 31. Concessions de terrains agricoles	94
Note 32. Information sectorielle	95
Note 33. Gestion des risques	101
Note 34. Environnement politique et économique	104
Note 35. Evènements postérieurs à la date de clôture	104
Note 36. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	104
Rapport de gestion social	105
Rapport d'audit sur les comptes annuels	111
Etats financiers sociaux	112
1. Bilan au 31 décembre 2014	112
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2014	114
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2014	115

1. Présentation du Groupe

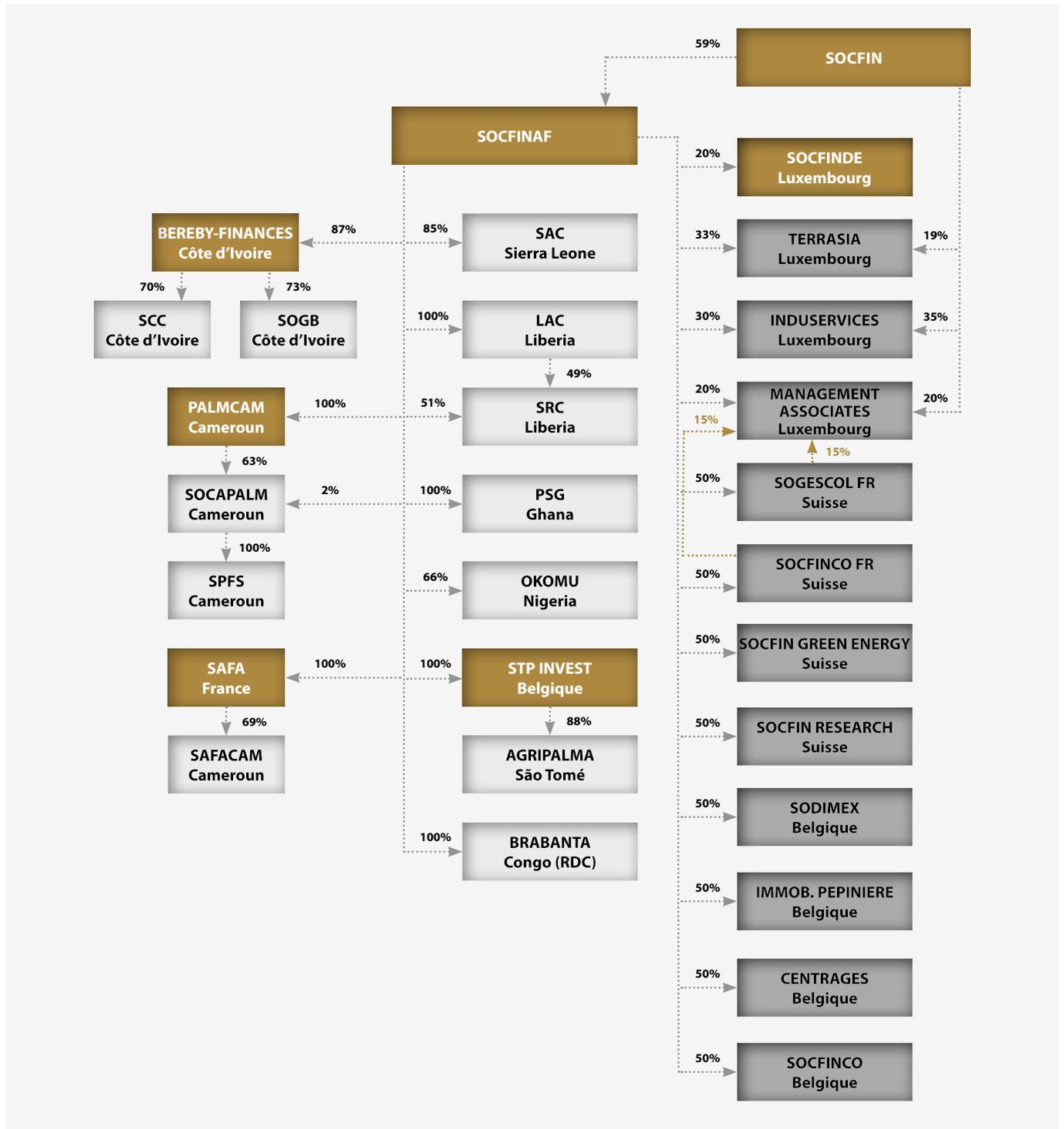
Socfinaf S.A. est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 22 octobre 1961 et est cotée en Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinaf S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de près de 127.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas situées en Afrique. Socfinaf S.A. emploie 17.240 personnes et réalise, en 2014, un chiffre d'affaires consolidé de 250 millions d'euros.

2. Historique

- **22/10/1961** Constitution de la Compagnie Internationale de Cultures sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **31/12/1961** Intercultures investit dans deux plantations congolaises à savoir la Compagnie Congolaise de l'Hévéa et Cultures Equatoriales.
- **18/04/1966** Les titres Intercultures sont admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1974** Mesure de nationalisation des entreprises industrielles par l'Etat zaïrois.
- **31/12/1976** Avancement des négociations avec le Zaïre – sortie des participations zaïroises du portefeuille et créance Zaïre comptabilisée.
- **19/05/1995** Augmentation du capital social d'Intercultures afin de relancer l'activité de la Société dans le domaine des plantations tropicales.
- **30/06/1995** Acquisition de 65% de la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » en Côte d'Ivoire via Bereby Finances « Befin » une société holding ivoirienne.
- **30/06/1997** Acquisition de 5% de Palmci, une société ivoirienne produisant de l'huile de palme.
- **30/06/1998** Augmentation du capital social et investissement au Kenya dans 70,8% de Red Lands Roses Ltd, producteur de roses et de Socfinaf Company Ltd, producteur de café.
De plus, Intercultures a acquis, via une filiale luxembourgeoise (Indufina Luxembourg) 54% d'une plantation de palmiers à huile au Nigeria, Okomu Oil Palm Company Plc.
- **31/03/1999** Intercultures continue l'expansion de ses investissements en Afrique et plus particulièrement au Liberia : acquisition de 70% de Weala Rubber Company Ltd, propriétaire d'une usine à caoutchouc et de 75% de Liberian Agricultural Company « LAC » qui dispose d'une concession d'hévéas.
- **31/03/2000** Acquisition de 89,64% de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse « SPFS », une société camerounaise active dans le secteur de la production, la transformation et le raffinage de l'huile de palme.
- **31/12/2000** Via une holding camerounaise Palmcam, Intercultures poursuit ses investissements au Cameroun dans Socapalm, une société active dans la production et la transformation d'huile de palme.
- **31/12/2001** Nouvelle augmentation du capital social qui a permis à Intercultures d'augmenter sa participation en Okomu Oil Palm Company Plc et en Befin (maison mère de la SOGB).
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Intercultures a acquis 99,8% de Brabanta, une société développant une plantation d'huile de palme au Congo (RDC). D'autre part, Intercultures a cédé ses participations Weala Rubber Company Ltd (Liberia) et Palmci (Côte d'Ivoire).
- **31/12/2008** Constitution de Sud Comoë Caoutchouc « SCC » (Côte d'Ivoire) via la holding ivoirienne Befin. Intercultures a cédé 60% de Red Lands Roses (Kenya).
- **31/12/2009** Augmentation de capital de Brabanta (RDC).
Augmentation de la participation dans Salala Rubber Corporation « SRC » (Liberia).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Company Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et changement de la dénomination en Socfinaf S.A.
- **01/07/2011** Division des actions par 10.
- **06/10/2011** Acquisition de 32,9% d'actions Palmcam qui est ainsi intégralement détenue par Socfinaf S.A.
- **31/12/2012** Acquisition de 3,4% d'actions Okomu Oil Palm Company Plc.
Constitution de Plantations Socfinaf Ghana Ltd « PSG ».
- **23/10/2013** Acquisition de 100% de STP Invest S.A., une société belge propriétaire de 88% d'Agripalma Lda, attributaire d'une concession de 5.000 ha sur l'île de São Tomé.
- **31/12/2014** Augmentation de capital avec émission de 1.474.200 actions nouvelles souscrites par Socfin en échange de 100% des actions de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Cette dernière détient 68,93% de Safacam S.A.

3. Structure du Groupe



Sociétés holding

Sociétés opérationnelles

Plantations

Portrait du Groupe

4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
Sierra Leone		
Socfin Agricultural Company Ltd	109.650.000	85,00%
Liberia		
Liberian Agricultural Company	25.000	100,00%
Salala Rubber Corporation	288	50,79%
Côte d'Ivoire		
Bereby-Finances S.A.	739.995	87,06%
Ghana		
Plantations Socfinaf Ghana Ltd	250.000	100,00%
Nigeria		
Okomu Oil Palm Company Plc	630.707.910	66,12%
Cameroun		
Palmcam S.A.	1.840.549	100,00%
Socapalm S.A.	94.998	2,08%
République Démocratique du Congo		
Brabanta S.A.	4.990	99,80%
France		
Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA »	577.200	100,00%
Belgique		
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.670	50,00%
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
STP Invest S.A.	1.800	100,00%
Luxembourg		
Socfinde S.A.	50.000	20,00%
Terrasia S.A.	3.328	33,28%
Induservices S.A.	3.000	30,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
Suisse		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	60	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinaf S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD

Capital : USD 30.000.000.

SAC est active au Sierra Leone dans la production d'huile de palme.

Principales données			
<i>Surfaces (ha)</i>	<i>Surface plantée</i>		
au 31/12/2014	Mature	Immature	Total
Palmier	-	11.057	11.057
Concessions : 17.724 ha			
Personnel permanent au 31/12/2014 : 1.116			
		2014	2013
Cours de clôture USD/EUR		1,21	1,38

Chiffres Clés (en milliers de USD)		
Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	94.392	62.256
Autres actifs	13.158	5.234
Capitaux propres (*)	24.205	2.866
Dettes, provisions et tiers (*)	83.345	64.624
Résultat de l'exercice	-5.795	-5.075
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	85,00	85,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »

Capital : USD 31.105.561.

LAC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas et de la transformation de caoutchouc industriel.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2014			
Hévéa	9.755	4.005	13.760

Concessions : 121.407 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 1.823

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2014	2013
Production (tonnes)		
Caoutchouc	17.896	15.473
Chiffre d'affaires (000 EUR)	22.920	27.318
Résultat (000 EUR)	-340	3.955
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	0,97	1,81
Cours moyen USD/EUR	1,32	1,33

Chiffres Clés (en milliers de USD)	2014	2013
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	66.721	61.316
Autres actifs	15.084	13.160
Capitaux propres (*)	65.033	65.482
Dettes, provisions et tiers (*)	16.772	8.994
Résultat de l'exercice	-448	5.257
Résultat distribué	0	2.000
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	100	100

(*) Après affectation.

Portrait du Groupe

SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »

Capital : USD 34.688.128.

SRC est active au Liberia dans le secteur de la culture du caoutchouc.

Principales données		Surface plantée		
Surfaces (ha)				
au 31/12/2014		Mature	Immature	Total
Hévéa		2.084	2.486	4.570

Concessions : 8.000 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 1.433

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2014	2013
Production (tonnes)		
Caoutchouc	2.240	1.636
Chiffre d'affaires (000 EUR)	2.180	2.237
Résultat (000 EUR)	-3.778	-3.695
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc cru	0,97	1,38
Cours moyen USD/EUR	1,32	1,33

Chiffres Clés (en milliers de USD)		
Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	31.844	23.771
Autres actifs	2.552	3.287
Capitaux propres	8.065	3.611
Dettes, provisions et tiers	26.331	23.447
Résultat de l'exercice	-4.991	-4.912
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	50,79	32,77

Portrait du Groupe

BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.

Capital : XAF 8.500.000.000.

Cette société de portefeuille ivoirienne détient 73,16% de SOGB et 70,01% de SCC.

SOGB S.A.

Capital : XAF 21.602.000.000.

SOGB est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2014			
Hévéa	11.265	4.737	16.002
Palmier	6.507	964	7.471
	17.772	5.701	23.473

Concessions : 34.712 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 5.909

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2014	2013
Production (tonnes)		
Caoutchouc	51.423	43.286
Huile de palme	30.538	28.452
Chiffre d'affaires (000 EUR)	85.053	100.782
Résultat (000 EUR)	6.979	8.905
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,24	1,78
Huile de palme	0,64	0,66
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)	2014	2013
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	62.857	60.201
Autres actifs	18.925	23.392
Capitaux propres (*)	52.091	51.617
Dettes, provisions et tiers (*)	29.691	31.976
Résultat de l'exercice	4.578	5.841
Résultat distribué	4.104	9.073
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	63,69	63,69

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »

Capital : XAF 964.160.000.

SCC est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la transformation de caoutchouc industriel.

Principales données

Personnel permanent au 31/12/2014 : 264

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
Au 31 décembre	2014	2013
Production (tonnes)		
Caoutchouc	19.817	13.748
Chiffre d'affaires (000 EUR)	25.302	25.463
Résultat (000 EUR)	1.895	829
Prix de vente moyen (EUR/kg)	1,28	1,83
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	2.842	2.819
Autres actifs	4.628	4.433
Capitaux propres (*)	2.885	1.842
Dettes, provisions et tiers (*)	4.505	5.410
Résultat de l'exercice	1.243	544
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	60,95	60,95

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

OKOMU OIL PALM COMPANY PLC

Capital : NGN 238.477.500.

Okomu est active au Nigeria (Edo State) dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2014			
Hévéa	5.138	2.948	8.086
Palmier	8.988	1.399	10.387
	14.126	4.347	18.473

Concessions : 33.113 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 563

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2014	2013
Production (tonnes)		
Caoutchouc	8.361	8.320
Huile de palme	31.700	27.319
Chiffre d'affaires (000 EUR)	41.734	42.884
Résultat (000 EUR)	7.408	9.988
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,27	1,84
Huile de palme	0,96	0,95
Cours moyen NGN/EUR	207	207

Chiffres Clés (en milliers de NGN)	2014	2013
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	15.037.451	11.009.784
Autres actifs	2.832.738	3.726.663
Capitaux propres (*)	9.572.740	9.037.205
Dettes, provisions et tiers (*)	5.684.493	5.699.242
Résultat de l'exercice	1.536.382	2.063.559
Résultat distribué	953.910	3.338.685
Dividende unitaire brut (en NGN)	1,00	7,00
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	66,12	66,12

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

PALMCAM S.A.

Capital : XAF 18.405.490.000.

Cette holding camerounaise détient 65,41% de Socapalm.

SOCAPALM S.A.

Capital : XAF 45.757.890.000.

Socapalm est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2014			
Palmier	28.483	4.582	33.065
Hévéa	903	1.060	1.963
	29.386	5.642	35.028

Concessions : 58.063 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 2.184

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2014	2013
Production (tonnes)		
Huile de palme	91.505	83.896
Caoutchouc	324	432
Chiffre d'affaires (000 EUR)	68.596	63.098
Résultat (000 EUR)	9.104	7.880
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Huile de palme	0,69	0,74
Caoutchouc	0,63	0,79
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)	2014	2013
Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	79.060	81.703
Autres actifs	14.879	13.399
Capitaux propres (*)	65.486	64.682
Dettes, provisions et tiers (*)	28.453	30.420
Résultat de l'exercice	5.972	5.169
Résultat distribué	5.168	3.600
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	65,00	65,41

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SAFA

Capital : EUR 4.040.400.

Cette société de droit français détient 68,93% de Safacam S.A.

SAFACAM S.A.

Capital : XAF 6.210.000.000.

Safacam est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
au 31/12/2014			
Palmier	4.445	921	5.366
Hévéa	3.285	1.081	4.366
	7.730	2.002	9.732

Concessions : 15.528 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 2.079

Production et vente	Réalisé
Au 31 décembre	2014
Production (tonnes)	
Huile de palme	13.828
Caoutchouc	5.525
Chiffre d'affaires (000 EUR)	17.766
Résultat (000 EUR)	2.816
Prix de vente moyen (EUR/kg)	
Huile de palme	0,68
Caoutchouc	1,33
Cours XAF/EUR	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)	
Au 31 décembre	2014
Actifs immobilisés	19.838
Autres actifs	4.520
Capitaux propres (*)	21.278
Dettes, provisions et tiers (*)	3.080
Résultat de l'exercice	1.847
Résultat distribué	3.353
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	68,93

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A.

Capital : XAF 2.601.690.000.

SPFS est une filiale de Socapalm à hauteur de 100%. SPFS est une société de raffinage d'huile de palme.

Principales données

Personnel permanent au 31/12/2014 : 28

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
Au 31 décembre	2014	2013
Production (tonnes)		
Oléine	5.318	6.643
Chiffre d'affaires (000 EUR)	8.994	11.484
Résultat (000 EUR)	-674	644
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Huile raffinée conditionnée	1,49	1,41
Huile raffinée en vrac	1,18	1,27
Cours XAF/EUR	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	1.519	1.528
Autres actifs	2.697	4.635
Capitaux propres	2.698	3.188
Dettes, provisions et tiers	1.518	2.975
Résultat de l'exercice	-442	423
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	65,00	65,41

Portrait du Groupe

AGRIPALMA Lda

Capital : STD 156.094.090.000.

Agripalma est une société active dans la production d'huile de palme sur l'île de São Tomé.

Principales données Surfaces (ha)	Surface plantée			
	au 31/12/2014	Mature	Immature	Total
Palmier		-	2.210	2.210

Concessions : 4.917 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 751

	2014	2013
Cours de clôture STD/EUR	24.500	24.500

Chiffres Clés (en millions de STD)	2014	2013
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	397.215	300.957
Autres actifs	15.989	16.163
Capitaux propres	156.094	156.094
Dettes, provisions et tiers	257.109	161.026
Résultat de l'exercice	0	0
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	88,00	88,00

Portrait du Groupe

BRABANTA S.A.

Capital : CDF 34.243.662.100.

Brabanta est une société congolaise (RDC) active dans la production d'huile de palme.

La société poursuit la réhabilitation de cette vieille plantation. Le rythme des investissements est lié aux modalités d'application du récent code agricole.

Principales données Surfaces (ha)

au 31/12/2014	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Palmier	3.739	2.430	6.169

Concessions : 29.066 ha

Personnel permanent au 31/12/2014 : 2.075

	2014	2013
Cours de clôture CDF/EUR	1.128	1.266

Chiffres Clés (en millions de CDF)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	79.174	63.052
Autres actifs	12.470	11.417
Capitaux propres (*)	23.249	32.565
Dettes, provisions et tiers (*)	68.395	41.904
Résultat de l'exercice	-8.799	-1.328
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	99,80	99,80

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOGESCOL FR S.A

Capital : CHF 5.300.000.

SOGESCOL FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2014 par un bénéfice de USD 5.873.319. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 6.000.000.

	2014	2013
Cours de clôture USD/EUR	1,21	1,38

Chiffres Clés (en milliers de USD)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	4.372	922
Autres actifs	29.279	44.407
Capitaux propres (*)	14.993	17.120
Dettes, provisions et tiers (*)	18.658	28.209
Résultat de l'exercice	5.873	8.204
Résultat distribué	8.000	8.530
Dividende unitaire brut (en USD)	1.509	1.609
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000.

SOCFINCO FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2014 présente un résultat positif de EUR 5.848.730. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 6.000.000.

Chiffres Clés (en milliers de EUR)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	5.117	1.899
Autres actifs	8.719	12.990
Capitaux propres (*)	12.785	12.936
Dettes, provisions et tiers (*)	1.051	1.953
Ventes et prestations	23.901	24.701
Résultat de l'exercice	5.849	5.893
Résultat distribué	6.000	8.000
Dividende unitaire brut (en EUR)	4.615	6.154
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2014

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2014 est de 1.710 USD/tonne FOB Singapour, en baisse d'environ 32% par rapport à la moyenne des cours en 2013 qui était de 2.517 USD/tonne.

Suite à des niveaux de stocks élevés et dans un contexte d'offre toujours abondante, le marché du caoutchouc naturel a poursuivi sa tendance baissière en 2014. Après avoir démarré l'année à 2.270 USD/tonne, le TSR20 a chuté de façon quasi continue pour atteindre début octobre son plus bas niveau depuis 2009, en dessous des 1.400 USD/tonne.

La forte baisse des cours de ces 3 dernières années s'explique par une surproduction mondiale que la demande n'arrive pas à absorber. Au niveau de l'offre, les arbres plantés dans le milieu des années 2000 principalement en Asie du Sud-Est mais également en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire) entrent progressivement en pleine production. Au niveau de la consommation et malgré une demande mondiale qui continue de croître, on observe un ralentissement de la croissance de la consommation chinoise (+7,1% en 2014 contre +9,2% en 2013 selon l'IRSG). La Chine

représente près de 40% de la consommation mondiale de caoutchouc naturel.

Malgré la baisse presque continue des prix, les productions de caoutchouc naturel ont continué de fortement progresser ces dernières années. A titre d'exemple, les productions de la Thaïlande, 1^{er} producteur mondial, auraient progressé de près d'un million de tonne entre 2010 et 2013.

La tendance semble cependant s'être inversée en 2014. A la différence des 3 années précédentes où l'offre de caoutchouc naturel croissait plus rapidement que la demande, les bas niveaux de prix de 2014 ont poussé de nombreux planteurs à réduire et/ou arrêter la saignée des arbres. Alors que les analystes tablaient encore il y a quelques mois sur un surplus de production pour l'année écoulée d'environ 300.000 à 400.000 tonnes, les dernières estimations de l'IRSG tablent désormais sur un déficit de production d'environ 45.000 tonnes.

Durant le dernier trimestre, les cours ont évolué aux alentours des 1.400 – 1.500 USD/tonne et ont clôturé au 31 décembre 2014 à 1.522 USD/tonne.

Perspectives du marché international en 2015

En janvier, dans un marché sans direction, les cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) ont repris une tendance baissière pour tester à la fin du mois leur plus bas niveau de 2014, à savoir 1.387 USD/tonne. En février, les cours ont évolué aux alentours de 1.400 USD/tonne.

Prédire la direction que prendront les cours du caoutchouc naturel dans les mois à venir est difficile dans le contexte macro-économique actuel très incertain. Les prix resteront très probablement sous pression en 2015.

Au niveau des fondamentaux, la situation semble s'être améliorée avec un très léger déficit de production en 2014. Il ne faut cependant pas oublier que les stocks mondiaux de caoutchouc naturel ont progressé de plus d'un million de tonnes entre 2012 et 2013 suite aux surplus de production. Selon ses dernières estimations, l'IRSG considère désormais que le surplus de production pour la seule année 2013 a atteint 831.000 tonnes.

Alors que la consommation mondiale de caoutchouc naturel devrait continuer de croître aux alentours des 3% en 2015, l'évolution des productions reste très incertaine et dépendra principalement de l'attractivité des prix pour les planteurs.

D'autres facteurs difficilement maîtrisables influenceront également l'évolution des cours du caoutchouc naturel tels que l'évolution des cours du pétrole, à leur plus bas niveau depuis plus de 5 ans, les politiques interventionnistes des états producteurs, l'évolution des devises, l'évolution de la croissance chinoise, la situation économique de la zone Euro, etc.

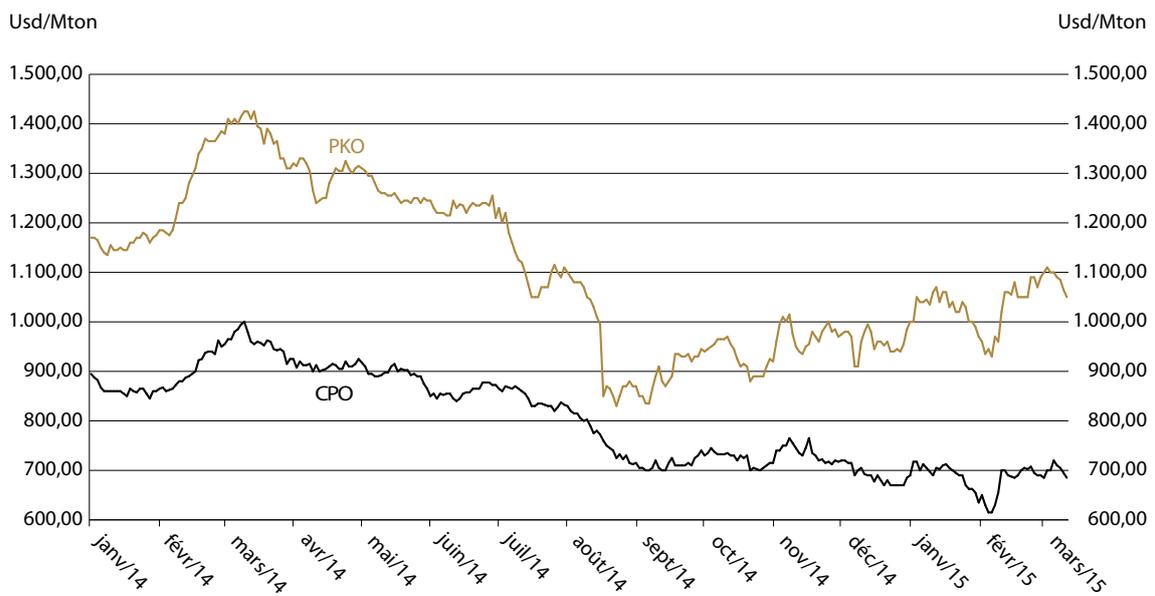
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2015 (*)	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2000	1995
Indonésie	32,4	30,8	28,4	26,9	24,1	22,1	21,0	7,1	4,2
Malaisie	19,4	19,6	19,2	18,8	18,9	17,0	17,6	10,8	7,8
Autres	9,0	8,8	8,6	8,0	7,5	6,8	6,7	4,1	3,2
TOTAL	60,8	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	45,3	22,0	15,2

(*) Estimation

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2014 à sept 2015 (*)	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Palme	60,8	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	45,3
Soja	47,1	45,1	42,7	41,8	41,6	40,2	36,1
Colza	26,8	26,9	25,2	24,5	23,7	24,0	21,7
Tournesol	15,4	16,3	14,0	14,8	13,1	12,5	13,0
Coton	4,9	4,9	5,0	5,1	4,9	4,6	4,7
Arachide	3,6	3,9	4,0	4,0	4,1	4,2	4,2
Palmiste	6,7	6,5	6,2	5,9	5,6	5,2	5,2
Coprah	3,1	3,1	3,3	3,2	3,0	3,6	3,3
TOTAL	168,4	165,9	156,6	153,0	146,5	140,2	133,5

(*) Estimation

Le marché international en 2014

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2014 est de 821 USD/tonne contre 857 USD/tonne en 2013.

En début d'année, les cours de l'huile de palme portés par une baisse de la production et des niveaux de stock relativement bas, ont connu une hausse de plus de 100 USD/tonne vers la fin février, début mars. Dans le même temps, la Malaisie et l'Indonésie subissaient un épisode de forte sécheresse, accentuant l'augmentation des prix. Les cours du CPO CIF Rotterdam atteignaient ainsi les 1.000 USD/tonne à la mi-mars, leur niveau le plus élevé en 2014.

L'euphorie a toutefois été de courte durée puisque certains pays importateurs comme l'Inde, anticipant une hausse des cours, se sont reportés vers d'autres huiles végétales (soja, colza, tournesol,...). Dans le même temps, la production d'huile de palme repartait à la hausse et les cours se dégradaient.

La chute des cours s'est accélérée durant les mois de juillet-août. Après une récolte record de soja en

Amérique du Sud (53 millions de tonnes en Argentine et 86 millions de tonnes au Brésil), la production de soja aux Etats-Unis a elle aussi atteint des rendements exceptionnels avec plus de 108 millions de tonnes de fèves de soja récoltées entre septembre et novembre 2014. Ces productions records sont venues renforcer les craintes d'une offre d'huile végétale trop abondante que la demande ne parviendrait pas à absorber. Par ailleurs, ce surplus d'offre a créé une situation de marché où l'huile de palme est devenue moins compétitive par rapport à l'huile de soja.

Dans le même temps, la baisse spectaculaire des cours du pétrole au second semestre a également fortement pénalisé les cours de l'huile de palme qui a perdu son attractivité pour la fabrication de biodiesel.

Les rendements d'huile de palme, plus faibles que prévus au 4^{ème} trimestre et les inondations qui ont affecté la Malaisie au mois de décembre, ont entraîné une légère remontée des cours en fin d'année. Le CPO CIF Rotterdam s'échangeait fin 2014 aux alentours de 700 USD/tonne.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Perspectives du marché international en 2015

Les cours de l'huile de palme, plombés par une demande moribonde et par la chute des cours du pétrole passés sous la barre des 50 dollars le baril, ont continué de se dégrader en janvier pour atteindre leur plus bas niveau depuis 2009 à 615 USD/tonne CIF Rotterdam.

L'annonce début février, d'une augmentation massive des subventions accordées par le gouvernement indonésien pour la fabrication de biodiesel a permis de redresser les cours ces dernières semaines. Toutefois, cette mesure pourrait se révéler très insuffisante dans le contexte actuel d'un pétrole très bon marché.

Par ailleurs, la planète ne manque pas d'huile. Les productions à venir de soja et l'augmentation attendue de la production d'huile de palme dès le 2^{ème} trimestre devraient venir augmenter à nouveau les stocks d'huiles végétales. Il n'est pas certain que la consommation des « gros » pays importateurs (Inde, Chine, Europe) parvienne à absorber ce surplus d'offre.

Environnement et responsabilité sociale

Un rapport détaillé distinct est mis à la disposition des actionnaires sur notre site internet www.socfin.com ou sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (en hectares)		Hévéa	Palmier
Au 31 décembre 2014			
Immatures (par année de planting)			
2014		2.957	7.531
2013		3.019	8.925
2012		2.842	8.194
2011		2.140	920
2010		2.817	-
2009		2.208	-
2008		475	-
2007		206	-
2006		55	-
TOTAL		16.720	25.570
Jeunes	(de 8 à 11 ans)	9.327	(de 4 à 7 ans) 14.203
Matures	(de 12 à 22 ans)	8.278	(de 8 à 18 ans) 18.561
Vieux	(plus de 22 ans)	14.825	(plus de 18 ans) 19.398
TOTAL		49.150	77.732

Superficies (en hectares)	2014	2013	2012	2011	2010
Palmier	77.732	65.009	56.698	51.097	48.172
Hévéa	49.150	43.456	42.615	40.986	41.457
TOTAL	126.882	108.465	99.313	92.083	89.629

Production	2014	2013	2012	2011	2010
Huile de palme (en tonnes)					
Production propre	152.293	124.716	117.019	131.451	109.841
Achats aux tiers	15.282	14.977	13.315	16.765	15.928
Caoutchouc (en tonnes)					
Production propre	48.659	43.242	39.500	39.379	41.452
Achats aux tiers	32.271	44.638	36.996	39.800	39.056

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Palmier	124,1	114,2	113,2	124,0	96,3
Hévéa	122,3	145,6	173,3	237,7	184,8
Activités commerciales	-	-	-	-	20,0
Autres	3,8	3,9	3,1	3,3	1,9
TOTAL	250,2	263,7	289,6	365,0	303,0

Personnel	2014	2013	2012	2011	2010
Effectifs moyens	17.240	15.283	13.880	11.409	10.908

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Chiffre d'affaires	250	264	290	365	303
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	20	35	65	129	90
Résultat opérationnel	34	30	156	243	149
"Part du Groupe" dans le résultat	1	10	80	124	92
Cash-flow opérationnel	43	78	49	127	71
Cash-flow libre	-67	-37	-42	36	67

Cash-flow libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Actifs biologiques	741	575	548	422	282
Autres actifs non-courants	301	252	200	166	137
Actifs courants	130	116	122	178	122
Capitaux propres totaux	724	618	626	541	412
Passifs non-courants	283	160	146	116	68
Passifs courants	165	165	98	111	61

Données boursières

(en euros)	2014	2013	2012	2011	2010 Révisé
Nombre d'actions	17.854.200	16.380.000	16.380.000	16.380.000	1.638.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	532.258.247	463.806.357	468.268.235	398.933.162	282.670.024
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe » (*)	0,08	0,61	4,93	7,58	5,60
Dividende par action (*)	0,15	0,25	0,50	0,50	1,20
Cours de bourse					
minimum (*)	13,30	16,31	18,90	17,26	13,10
maximum (*)	19,51	21,99	24,38	24,50	25,00
clôture (*)	14,80	17,49	19,90	19,00	23,00
Capitalisation boursière	264.242.160	286.486.200	325.962.000	311.220.000	376.740.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	187,50%	40,98%	10,14%	6,60%	21,42%
Dividendes/capitalisation boursière	0,99%	1,43%	2,51%	2,63%	5,22%
Cours de bourse/bénéfice par action	185,00	28,67	4,05	2,51	4,11

(*) Après division des titres par 10.

Faits marquants de l'exercice

Au 31 décembre 2014, Socfinaf S.A. procède à une augmentation de capital avec émission de 1.474.200 actions nouvelles souscrites par Socfin en échange de 100% des actions de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Cette dernière détient 68,93% de Safacam S.A.

En 2013, Socfinaf S.A. poursuit ses investissements de développement dans Socfin Agricultural Company Ltd « SAC » (Sierra Leone), Salala Rubber Corporation Ltd « SRC » (Liberia), Plantations Socfinaf Ghana Ltd « PSG » (Ghana), Brabanta (RDC) et Agripalma (São Tomé).

Gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfinaf S.A. a choisi d'apporter une importance toute particulière aux dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à respecter ces principes et à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeurs à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Président	AGO 1981	AGO 2016
M. Vincent Bolloré	Administrateur	AGO 1993	AGO 2017
M. Philippe de Traux	Administrateur	AGO 1997	AGO 2015
Bolloré Participations S.A. représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Administrateur	AGO 1997	AGO 2018
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Jean-Charles de Fauconval	Administrateur	AGO 1998	AGO 2020
M. Luc Boedt	Administrateur	AGO 2007	AGO 2019
M. Fulgence Koffy	Administrateur	AGO 2011	AGO 2017
M. Gbenga Oyeboode	Administrateur	AGO 2011	AGO 2017
M. François Fabri	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020

Le mandat de Monsieur Philippe de Traux, Administrateur sortant, vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 2015.

Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de ce mandat.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, SAFA Cameroun, Société Industrielle et Financière de l'Artois et Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Gouvernance d'entreprise

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey et Financière de l'Odet ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de SAFA Cameroun.

Bolloré Participations S.A.

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Gouvernance d'entreprise

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Luc Boedt

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A. ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de SAFA Cameroun ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Palmcam au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Fulgence Koffy

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

Gbenga Oyebode

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Okomu Oil Palm Company et Access Bank ;
- Administrateur de MTN Nigeria.

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs. Il spécifie le terme du mandat et vérifie que l'Administrateur réponde aux critères d'indépendance.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs

restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2014, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2014 : 71%
- 2013 : 76%
- 2012 : 80%
- 2011 : 80%
- 2010 : 97%

3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2015. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 25 mars 2015, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinaf S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même,

pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. au titre de l'exercice 2014 s'élève à EUR 1.730.352 et pour l'exercice 2013 à EUR 1.983.509.

Les Administrateurs de Socfinaf S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions, stock-options.

5. Notification de l'actionariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	882.732 (a)	53,89 (c)	26/01/2007
Bolloré (b) F-29500 Ergué Gaberic	80.642	0,49 (c)	03/09/2014
Compagnie du Cambodge (b) F-92800 Puteaux	1.157.929	7,07 (c)	03/09/2014
Société Industrielle et Financière de l'Artois (b) F-92800 Puteaux	176.636	1,08 (c)	03/09/2014
Compagnie des Glénans (b) F-29500 Ergué Gaberic	58.993	0,36 (c)	03/09/2014
Total Bolloré (toutes catégories confondues, basé sur les droits de vote agrégés)	1.474.200	9,00 (c)	

- (a) = nombre de titres avant la division des actions par 10
 (b) = sociétés contrôlées par Vincent Bolloré
 (c) = avant augmentation de capital du 31 décembre 2014

6. Calendrier financier

27 mai 2015	Assemblée Générale Ordinaire à 10h
08 juin 2015	Détachement du coupon n° 38
10 juin 2015	Païement du solde de dividende de l'exercice 2014 (coupon n° 38)
Fin août 2015	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2015
Fin septembre 2015	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2015
Mi-novembre 2015	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3 ^{ème} trimestre 2015
Fin mars 2016	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2015
Mi-avril 2016	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2015
Mi-mai 2016	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 ^{er} trimestre 2016
1 ^{er} juin 2016	Assemblée Générale Ordinaire à 10h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'Entreprises agréé En 2014, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 62.152,50
Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de TVAC.
Révision Comptable « CLERC »
1 rue Pletzer
L-8080 Bertrange.

8. Autres informations

En application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2006 relative aux abus de marché, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance,

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 27 mai 2015

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 intègrent aux comptes annuels de Socfinaf S.A. toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Fin août 2014, Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français, SAFA. Celle-ci détient 68,93% de Safacam S.A. Le 31 décembre 2014, la participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature en contrepartie de laquelle Socfin a reçu 1.474.200 actions nouvelles de Socfinaf S.A. A l'issue de cette opération, Socfin détient 58,79% de Socfinaf S.A.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinaf S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2014 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

L'impact principal des normes IFRS résulte de l'application conjointe des normes IAS 41 et IFRS 13 ayant trait à l'agriculture et plus précisément à la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques. Des explications plus complètes sur les modalités d'application de ces normes au sein du Groupe sont reprises à la rubrique 1.11 de la note 1. D'autre part, comme indiqué à la rubrique 1.22 de cette même note, les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs éventuellement revalorisés par application des IFRS et leurs bases fiscales ont donné lieu à la constatation d'impôts différés en utilisant les taux d'impôts adoptés par les filiales concernées à la date de clôture. Il est à souligner que la variation de l'évaluation de l'actif biologique (note 6), ainsi que les impôts différés y relatifs sont comptabilisés en compte

de résultat et peuvent de ce fait influencer de manière significative le résultat consolidé du Groupe.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2014, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 1,4 millions d'euros contre 9,9 millions d'euros en 2013. Il en résulte un profit net par action « Part du Groupe » de 0,08 euro contre 0,61 euro en 2013.

Le chiffre d'affaires s'élève à 250,2 millions d'euros en 2014 contre 263,7 millions d'euros en 2013 (-13,5 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte notamment de la baisse des prix (-53,1 millions d'euros). Elle est toutefois atténuée par la hausse des quantités vendues (+38,6 millions d'euros).

Le résultat opérationnel s'inscrit à 33,9 millions d'euros contre 29,7 millions d'euros en 2013.

Il est influencé par la baisse du chiffre d'affaires et par la variation de la juste valeur des actifs biologiques.

Cette variation de la juste valeur de 13,8 millions d'euros est due notamment à la transformation physique de l'actif biologique (+68,1 millions d'euros), à la hausse de la moyenne des marges sur cinq ans (+13,6 millions d'euros), à la hausse des taux d'actualisation (-2,3 millions d'euros) et à la prise en charge des investissements de l'année (-65,6 millions d'euros).

Conformément aux IFRS et en l'absence de marché liquide, l'évaluation à la juste valeur des actifs biologiques fait appel à la méthode des cash-flows actualisés. Dans ce modèle, certaines hypothèses sont basées sur des appréciations qui induisent une grande volatilité de la juste valeur. Il en est ainsi tant pour les prix de vente de la production agricole sur les marchés locaux et internationaux que pour les taux d'actualisation.

Rapport de gestion consolidé

Le résultat opérationnel avant variation de la juste valeur des actifs biologiques s'élève à 20,1 millions d'euros contre 35,5 millions d'euros au 31 décembre 2013. Ce résultat donne une meilleure image du résultat opérationnel récurrent du Groupe.

Les charges financières s'établissent à 15,1 millions d'euros contre 6,6 millions d'euros au 31 décembre 2013. Elles sont principalement composées d'intérêts débiteurs pour 6,8 millions d'euros (2,4 millions d'euros en 2013) et de pertes de change pour un montant de 7,3 millions d'euros (2,5 millions d'euros en 2013).

Les autres produits financiers sont en hausse à 5,3 millions d'euros. Ils incluent des gains de change pour un montant de 4,8 millions d'euros contre 1,3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

La charge d'impôts est en baisse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 7,3 millions d'euros contre 12,3 millions d'euros en 2013.

Les impôts différés, quant à eux, s'élèvent à 1,3 millions d'euros alors qu'un produit d'impôts différés de 1,5 millions d'euros avait été constaté en 2013. Ce poste est notablement influencé par la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques et de la production agricole.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinaf S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 1.042,1 millions d'euros contre 827,5 millions d'euros au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 214,6 millions d'euros, principalement en raison de la hausse de la juste valeur des actifs biologiques (+165,6 millions d'euros) et des immobilisations corporelles (+42,7 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 130,5 millions d'euros contre 115,6 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 532,3 millions d'euros contre 463,8 millions d'euros en 2013. Cette augmentation des fonds propres de l'ordre de 68,5 millions d'euros provient, pour l'essentiel, de la variation de la réserve pour écarts de conversion (+29,6 millions d'euros), du résultat de l'exercice (+1,4 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-3,3 millions d'euros), solde 2013 et acompte 2014 inclus.

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe », avant distribution du solde de dividende, de 29,81 euros contre 28,32 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2014, le cours de bourse s'élève quant à lui à 14,80 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en augmentation à 448,6 millions d'euros contre 325 millions d'euros un an plus tôt. L'endettement est en hausse à 198,4 millions d'euros en 2014 contre 110,4 millions d'euros en 2013. Les passifs d'impôts différés, principalement liés à la valorisation de l'actif biologique, s'inscrivent en hausse à 139,8 millions d'euros contre 113,5 millions d'euros en 2013, tandis que les passifs d'impôts exigibles sont en baisse à 15,4 millions d'euros contre 18,2 millions d'euros en 2013. Enfin, les autres dettes incluent une avance d'actionnaire à court terme de 35 millions d'euros.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2014, la trésorerie nette s'élève à -38,7 millions d'euros en hausse de 12,2 millions d'euros sur l'exercice.

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 43,2 millions d'euros durant l'exercice 2014 (77,6 millions d'euros en 2013) et la capacité d'autofinancement à 42,2 millions d'euros contre 64,6 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les activités d'investissement ont mobilisé 110,1 millions d'euros net. Ces activités sont largement influencées par les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevant à 112,3 millions d'euros (114,1 millions d'euros en 2013). Le solde des opérations de financement s'élève à 76,5 millions d'euros (contre -0,6 million d'euros en 2013). Il résulte du flux généré par le recours à l'emprunt (91 millions d'euros) diminué du versement des dividendes (10,7 millions d'euros en 2014 contre 17,9 millions d'euros en 2013).

PERSPECTIVES 2015

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours du dollar US par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique. Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
Socfinaf S.A.
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINAF S.A., comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 42 à 104.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de SOCFINAF S.A. au 31 décembre 2014, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 34. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et présentent un risque en terme d'exposition aux fluctuations politiques et économiques. Par ailleurs, nous attirons l'attention sur les notes 1.11 et 1.26 concernant l'évaluation des actifs biologiques. Du fait de l'incertitude inhérente à la méthode d'évaluation de ces derniers à la juste valeur en raison de la volatilité des prix et en l'absence de marché liquide, la valeur comptable des actifs biologiques et de la production agricole pourrait différer de leur valeur de réalisation.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé présenté dans ce rapport annuel aux pages 36 à 38, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Bertrange, le 2 Avril 2015

CLERC
Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		2014	2013
<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants			
Immobilisations incorporelles	4	434.923	548.803
Immobilisations corporelles	5	262.800.123	220.133.069
Actifs biologiques	6	740.712.254	575.059.892
Participations dans des entreprises associées	8	24.880.373	25.238.213
Titres disponibles à la vente	9	181.512	600.648
Avances à long terme		1.678.546	2.248.649
Actifs d'impôts différés	10	9.194.034	3.302.943
Autres actifs non-courants		2.257.784	409.720
		1.042.139.549	827.541.937
Actifs courants			
Stocks	11	42.617.814	43.777.405
Créances commerciales	12	16.153.945	17.164.944
Autres créances	13	33.161.181	25.487.317
Actifs d'impôts exigibles	14	13.317.819	9.955.469
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	25.245.352	19.240.980
		130.496.111	115.626.115
TOTAL ACTIFS		1.172.635.660	943.168.052

Etats financiers consolidés

		2014	2013
<i>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</i>	Note	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère			
Capital souscrit	16	35.708.400	32.760.000
Prime d'émission	16	87.453.866	63.866.666
Réserve légale	17	3.276.000	3.276.000
Réserves consolidées		381.849.839	361.572.545
Ecart de conversion		22.560.182	-7.601.435
Résultat de l'exercice		1.409.961	9.932.581
		532.258.248	463.806.357
Participations ne donnant pas le contrôle			
		191.778.379	154.333.351
Capitaux propres totaux			
		724.036.627	618.139.708
Passifs non-courants			
Passifs d'impôts différés	10	139.791.822	113.511.104
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	18	6.915.510	6.822.355
Dettes financières à plus d'un an	19	123.761.910	33.465.383
Autres dettes	20	12.699.168	6.050.029
		283.168.410	159.848.871
Passifs courants			
Dettes financières à moins d'un an	19	74.669.470	76.885.460
Dettes commerciales		27.604.752	29.269.975
Passifs d'impôts exigibles	14	15.429.384	18.176.487
Provisions		97.943	57.477
Autres dettes	20	47.629.074	40.790.074
		165.430.623	165.179.473
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		1.172.635.660	943.168.052

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	32	250.166.889	263.679.862
Production immobilisée		57.276.540	47.359.886
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		716.745	-2.130.698
Autres produits opérationnels		5.438.130	11.895.196
Matières premières et consommables utilisés		-106.581.401	-100.917.270
Autres charges externes		-94.223.296	-96.257.036
Frais de personnel	22	-51.830.357	-47.924.785
Dotations aux amortissements	23	-22.365.650	-20.595.426
Autres charges opérationnelles		-18.527.067	-19.640.790
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques		20.070.533	35.468.939
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	6	13.803.214	-5.787.960
Résultat opérationnel		33.873.747	29.680.979
Autres produits financiers	24	5.277.630	2.261.038
Plus-values sur cessions d'actifs		421.101	55.533
Moins-values sur cessions d'actifs		-681.224	-879.899
Charges financières	25	-15.076.032	-6.640.390
Résultat avant impôts		23.815.222	24.477.261
Charge d'impôts sur le résultat	26	-7.279.642	-12.347.007
Charge d'impôts différés	26	-1.326.089	1.476.400
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	6.365.178	7.082.479
Résultat net de l'exercice		21.574.669	20.689.133
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		20.164.709	10.756.552
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		1.409.961	9.932.581
Résultat net par action non dilué	27	0,08	0,61
Nombre d'actions Socfinaf S.A.		17.854.200	16.380.000
Résultat net par action non dilué		0,08	0,61
Résultat net par action dilué		0,08	0,61

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		21.574.669	20.689.133
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	18	894.394	325.506
Impôts sur les pertes et gains actuariels		-210.438	-108.348
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>683.956</i>	<i>217.158</i>
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	9	-81.380	-88.831
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées		36.235	8.205
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		32.339.215	-7.758.773
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		515.272	-265.039
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>32.809.342</i>	<i>-8.104.438</i>
Total des autres éléments du résultat étendu		33.493.298	-7.887.280
Résultat étendu		55.067.967	12.801.853
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		23.008.633	9.509.945
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		32.059.335	3.291.908

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		1.409.961	9.932.581
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		20.164.709	10.756.552
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	-6.365.178	-7.082.479
Dividendes des entreprises associées	8	7.359.544	8.291.213
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	6	-13.803.214	5.787.960
Juste valeur de la production agricole		1.339.715	2.751.506
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		-127.607	52.837
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		23.373.911	22.426.684
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		260.123	824.366
Charge d'impôts	26	8.605.731	10.870.607
Capacité d'autofinancement		42.217.695	64.611.827
Intérêts payés - reçus		6.184.073	2.251.175
Impôts payés		-7.279.642	-12.347.007
Variation de stocks		5.943.450	-8.744.766
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		-2.012.646	-2.362.745
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-886.920	33.944.261
Comptes de régularisation		-999.763	291.373
Variation du besoin en fonds de roulement		2.044.121	23.128.123
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		43.166.247	77.644.118
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-49.556	1.533.835
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-112.315.306	-115.396.369
Cessions d'immobilisations corporelles		1.256.763	1.298.753
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		3.230.219	1.215.450
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	3	-2.182.128	-3.765.496
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-110.060.008	-115.113.827
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-3.276.000	-4.914.000
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-7.395.734	-12.983.049
Produits de l'émission d'actions		2.354.838	0
Produits d'emprunts		100.872.449	20.646.897
Remboursements d'emprunts		-9.910.283	-1.171.008
Intérêts payés - reçus		-6.184.073	-2.251.175
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		76.461.197	-672.335
Incidence des écarts de conversion		492.923	-721.215
Sorties de périmètre		2.088.834	-549.385
Variation nette de trésorerie		12.149.193	-39.412.644
Trésorerie au 1 ^{er} janvier	15	-50.817.383	-11.404.739
Trésorerie au 31 décembre	15	-38.668.190	-50.817.383
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		12.149.193	-39.412.644

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux proprié- taires de la société mère	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2013	32.760.000	63.866.666	3.276.000	-1.033.068	369.398.637	468.268.235	157.369.779	625.638.014
Résultat de l'exercice					9.932.581	9.932.581	10.756.552	20.689.133
Pertes et gains actuariels					55.691	55.691	161.467	217.158
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées					-80.626	-80.626	0	-80.626
Ecarts de conversion des entités contrôlées				-6.350.699	0	-6.350.699	-1.408.074	-7.758.773
Variation du résultat étendu des entreprises associées				-217.668	-47.371	-265.039	0	-265.039
Résultat étendu				-6.568.367	9.860.275	3.291.908	9.509.945	12.801.853
Dividendes					-3.276.000	-3.276.000	-13.135.746	-16.411.746
Acomptes sur dividendes					-1.638.000	-1.638.000	0	-1.638.000
Autres variations					-2.839.786	-2.839.786	589.373	-2.250.413
Transactions avec les actionnaires					-7.753.786	-7.753.786	-12.546.373	-20.300.159
Situation au 31 décembre 2013	32.760.000	63.866.666	3.276.000	-7.601.435	371.505.126	463.806.357	154.333.351	618.139.708
Situation au 1^{er} janvier 2014	32.760.000	63.866.666	3.276.000	-7.601.435	371.505.126	463.806.357	154.333.351	618.139.708
Résultat de l'exercice					1.409.961	1.409.961	20.164.709	21.574.670
Pertes et gains actuariels					627.669	627.669	56.287	683.956
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées					-55.310	-55.310	10.165	-45.145
Ecarts de conversion des entités contrôlées				29.561.743	0	29.561.743	2.777.472	32.339.215
Variation du résultat étendu des entreprises associées				599.874	-84.602	515.272	0	515.272
Résultat étendu				30.161.617	1.897.718	32.059.335	23.008.633	55.067.968
Augmentation de capital	2.948.400	23.587.200				26.535.600	0	26.535.600
Dividendes					-2.457.000	-2.457.000	-7.401.431	-9.858.431
Acomptes sur dividendes					-819.000	-819.000	0	-819.000
Autres variations (*)					13.132.956	13.132.956	21.837.827	34.970.783
Transactions avec les actionnaires					9.856.956	36.392.556	14.436.396	50.828.952
Situation au 31 décembre 2014	35.708.400	87.453.866	3.276.000	22.560.182	383.259.800	532.258.248	191.778.379	724.036.627

(*) Au 31 décembre 2014, l'impact est dû principalement à l'entrée de périmètre de SAFA pour 14,5 millions d'euros (part Groupe) et 18,1 millions d'euros (part des minoritaires).

	2014	2013
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	3.276.000	4.914.000
Nombre d'actions	17.854.200	16.380.000
Dividende par action distribué sur la période	0,18	0,30

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

Socfinaf S.A. (« la Société ») a été constituée le 22 octobre 1961. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas en Afrique.

Socfinaf S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 6225.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 2 avril 2015, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014 sont entrés en vigueur :

- La version révisée d'IAS 27 qui s'intitule dorénavant « Etats financiers individuels », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). La nouvelle version d'IAS 27 se limite dorénavant à la comptabilisation des participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers individuels. Les principes énoncés dans la norme IAS 27 actuelle pour les états financiers individuels demeurent inchangés dans la version révisée d'IAS 27. Le Groupe n'est pas concerné par cette norme.
- La version révisée d'IAS 28 qui s'intitule dorénavant « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). IAS 28 est modifiée pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. Elle définit la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et expose les exigences lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et coentreprises.
- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). Cette nouvelle norme reprend les principes concernant la consolidation, elle annule et remplace la section sur les états financiers consolidés de la norme IAS 27 actuelle. L'interprétation SIC 12 « Consolidation - entités ad hoc » est également supprimée et est intégrée dans IFRS 10.
- IFRS 10 définit le contrôle sur base de trois éléments : le pouvoir détenu sur l'entité, l'exposition ou le droit à des rendements et la capacité d'influencer sur ces rendements à travers le pouvoir exercé sur l'entité.
- La norme IFRS 11 « Partenariats », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). La norme annule et remplace IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC 13 « Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs ».
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). Cette norme intègre les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, aux partenariats, dans des entreprises associées et dans des entités structurées non consolidées.
- Les amendements sur les dispositions transitoires des normes IFRS 10, 11 et 12, applicables au 1^{er} janvier 2013 (*). Ces amendements apportent des clarifications aux dispositions transitoires de la norme IFRS 10 et fournissent des allègements sur les informations comparatives à présenter.
- Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 « Entités d'investissement », applicables au 1^{er} janvier 2014. Une entité d'investissement est exemptée de consolider ses filiales et doit comptabiliser ses placements à la juste valeur par le résultat selon IFRS 9 « Instruments financiers ». Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.

Etats financiers consolidés

- Les amendements à IAS 32 « Instruments financiers : compensation des actifs et passifs financiers », applicables au 1^{er} janvier 2014. Les amendements clarifient d'une part, la signification de « doit posséder un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés » (Application guidance - AG 38 modifiée) et d'autre part, que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés équivalents à un règlement sur la base du montant net.
 - Les amendements à IAS 36 « Dépréciation des actifs : informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers », applicables au 1^{er} janvier 2014. L'objectif de ces amendements est de clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.
 - Les amendements d'IAS 39 et d'IFRS 9 : « Instruments financiers : novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture », applicables au 1^{er} janvier 2014. Ces amendements permettent par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires.

(*) Au niveau européen, ces textes devaient être appliqués simultanément au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Le Groupe a appliqué ces normes de façon rétrospective conformément aux dispositions transitoires, elles n'ont pas affecté de manière significative les comptes consolidés du Groupe. L'application d'IFRS 12 impacte les informations requises dans les annexes.

L'application des autres amendements n'a pas eu d'incidence pour le Groupe.
- Socfinaf S.A. a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2014 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :
- L'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1^{er} janvier 2014 (*) et relative à la date de comptabilisation des taxes prélevées par une autorité publique dans les états financiers de l'entité qui paie ces taxes.
 - L'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel », applicable au 1^{er} juillet 2014 (**). Cet amendement vise à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de services.
 - Les amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des IFRS pour les cycles 2010-2012 et 2011-2013, applicables au 1^{er} juillet 2014 (**).
 - Les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers : initiative - informations à fournir », applicables au 1^{er} janvier 2016.
 - Les amendements à IAS 16 et à IAS 38 intitulés « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables », applicables au 1^{er} janvier 2016.
 - Les amendements à IAS 16 et à IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs », applicables au 1^{er} janvier 2016. Ces amendements visent à inclure les actifs biologiques producteurs tels que les hévéas et les palmiers à huile dans le champ d'application d'IAS 16 au lieu de IAS 41 et permettent de les évaluer selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation (**).
 - Les amendements à IAS 27 « La mise en équivalence dans les états financiers individuels », applicables au 1^{er} janvier 2016 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées. Le Groupe n'est pas concerné par ces amendements.
 - Les amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise », applicables au 1^{er} janvier 2016.
 - Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : application de l'exemption de consolidation », applicables au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.
 - Les amendements à IFRS 11 « Partenariats : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune », applicables au 1^{er} janvier 2016. L'objectif des modifications est d'ajouter de nouvelles directives dans l'IFRS 11 sur la comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune dans laquelle l'activité de l'entreprise commune constitue une entreprise, comme le définit l'IFRS 3.
 - La norme IFRS 14 « Comptes de report réglementaires », applicable au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe n'est pas concerné par cette norme qui est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS qui sont soumis à la réglementation des tarifs.

Etats financiers consolidés

- Les amendements résultant des améliorations annuelles des IFRS pour le cycle 2012-2014, applicables au 1^{er} janvier 2016.
- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1^{er} janvier 2017. La nouvelle norme énonce un modèle global unique pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Elle remplace les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, IAS 11, IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31.
- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable au 1^{er} janvier 2018. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

(*) Au niveau européen, IFRIC 21 doit être appliquée au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 17 juin 2014 ou après cette date.

(**) Au niveau européen, ces amendements doivent être appliqués au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 1^{er} février 2015 ou après cette date.

(***) A ce jour, ce texte n'est pas approuvé au niveau européen. Une application anticipée de cette norme pourrait être envisagée.

Certaines normes ou amendements auront une incidence sur les comptes consolidés du Groupe, notamment IAS 16 et IAS 41.

Les actifs biologiques seront inclus dans le champ d'application d'IAS 16 et seront évalués selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation et non plus à la juste valeur. Ces amendements s'appliquent de façon rétrospective aux périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2016 ou après.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- les actifs biologiques (IAS 41), la production agricole (IAS 2/IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2014 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinaf S.A., ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinaf S.A. exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2014 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinaf S.A. exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a

pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinaf S.A. et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Etats financiers consolidés

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « écarts de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont

comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

1 euro est égal à :	Taux de clôture		Taux moyen	
	2014	2013	2014	2013
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Cedi ghanéen	3,8641	3,2481	3,9992	2,7409
Naira nigérian	203,55	213,73	207,40	206,61
Dobra de São Tomé	24.498	24.498	24.498	24.498
Franc congolais	1.128	1.266	1.221	-
Dollar américain	1,2141	1,3791	1,3184	1,3291

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Concessions et brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques en Afrique. Ces actifs biologiques, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par l'IAS 41 « Agriculture ». Il en va de même pour la production agricole au moment

de la récolte et notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc.

Actifs biologiques

Les actifs biologiques sont évalués, lors de la comptabilisation initiale ainsi qu'à chaque clôture, à leur juste valeur diminuée des coûts estimés au point de vente. Il n'existe pas de marché actif pour les actifs biologiques (les palmiers et les hévéas) qui permettrait d'en déterminer la juste valeur. De même, compte tenu de la particularité de chaque plantation (situation géographique, environnement politique et social, conditions climatiques, nature du sol, qualité du matériel végétal...), il n'existe pas de transaction de référence qui permettrait une évaluation globale des actifs biologiques. Il n'existe pas non plus de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, les fonds de tasse). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Elles ne peuvent donc être retenues pour alimenter le modèle d'évaluation de la juste valeur utilisé par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives aux actifs biologiques du Groupe ou à leur production agricole.

Par conséquent, afin de déterminer la juste valeur de ces actifs de manière fiable, le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts qui serait retenue par des cocontractants pour en fixer le prix.

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique et des surfaces en exploitation. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne de marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La juste valeur de l'actif biologique est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques au 31 décembre 2014, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2010 à 2014. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Cette méthode est appliquée de manière homogène aux plantations tout en tenant compte des particularités locales. En effet, le modèle d'évaluation se base, tel que décrit supra, sur des données historiques de rendement et de marges spécifiques à chaque catégorie d'actifs biologiques pour chaque plantation. En outre, le taux d'actualisation, l'une des données sensibles du modèle, est adapté aux spécificités locales. Il tient compte du taux de financement long terme applicable à l'entité, des risques de guerre et d'expropriation liés au pays, ainsi que le cas échéant d'un risque produit. Toutefois, en ce qui concerne ce dernier élément, le Groupe estime qu'il n'y a pas de risque agricole particulier lié à l'exploitation de plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

Pour cette évaluation, les hypothèses générales suivantes ont été retenues : tous les actifs biologiques plantés font l'objet de l'évaluation. Les actifs biologiques immatures, qui ne sont pas en production, font l'objet d'entretiens particuliers sur la période d'immaturité dont les coûts sont pris en compte pour l'évaluation de la juste valeur. Le transfert d'actifs biologiques en production (maturité) a lieu au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile et au cours de la septième année après le planting des hévéas. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques les plus jeunes.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

Production agricole

La production agricole est évaluée à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le prix d'un produit fini standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Cette donnée observable ne peut être retenue comme référence pour l'évaluation. Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole des prix de marché des produits finis réellement obtenus sur les marchés où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.12. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité. Cette dernière correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat. Elles sont non réversibles.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

– Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans le poste des autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

– Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, seuls des instruments mentionnés au paragraphe précédent « Autres instruments » ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts réestimés prévalant au 31 décembre 2014 sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

Le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

La juste valeur des emprunts a également été évaluée au 31 décembre 2013 afin de permettre la comparabilité de l'information financière.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est

pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/ produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.19. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories

Etats financiers consolidés

de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé de calculer les taux d'actualisation au 31 décembre 2014 en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes de l'IAS 19.

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en autres éléments du résultat étendu.

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.20. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur, notamment les actifs biologiques. Les coûts liés au planting ou replanting des plantations (évaluées à la juste valeur) sont comptabilisés au compte de résultat. Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Etats financiers consolidés

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle. Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un goodwill complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un goodwill partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19 et IAS 41. En effet, en l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur basé sur des flux de trésorerie futurs actualisés. Cet exercice implique l'utilisation de certaines hypothèses sensibles pour déterminer les flux futurs de trésorerie et le taux d'actualisation. Les principales caractéristiques du modèle établi par le Groupe et hypothèses retenues pour l'application de celui-ci dans le cadre des normes IAS 41 et IFRS 13, sont décrites à la note 1.11.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)
	2014	2014	2014	2013	2013	2013
AFRIQUE						
Hévéa et palmier						
SOGB S.A.	63,69	73,16	IG	63,69	73,16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	66,12	66,12	IG	66,12	66,12	IG
SAFACAM S.A.	68,93	68,93	IG	-	-	NC
SOCAPALM S.A.	65,00	65,00	IG	65,41	65,39	IG
Hévéa						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	60,95	70,01	IG	60,95	70,01	IG
Palmier						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	85,00	85,00	IG	85,00	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	65,00	100,00	IG	65,41	100,00	IG
AGRIPALMA LDA	88,00	88,00	IG	88,00	88,00	IG
BRABANTA S.A.	99,80	99,80	IG	99,80	99,80	IG
Autres activités						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	87,06	87,06	IG	87,06	87,06	IG
PALMCAM S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	30,00	30,00	MEE	30,00	30,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA »	100,00	100,00	IG	-	-	NC
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
STP INVEST S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
TERRASIA S.A.	33,28	33,28	MEE	33,28	33,28	MEE

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale - MEE : Mise En Equivalence – NC : Non Consolidé.

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- * BRABANTA S.A. est une société de droit congolais spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant une participation dans la plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, SOCAPALM S.A.
- * PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * SAFACAM S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- * SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée au Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA » est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation de l'huile de palme.
- * SODIMEX S.A. est une société de droit belge active dans le domaine de l'achat et la vente de matériel destiné aux plantations tropicales.
- * SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
- * SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.

Etats financiers consolidés

Note 3. Acquisitions d'activités

Socfinaf S.A. a acquis en juin 2014 pour 2,2 millions d'euros 2,08% de Socapalm S.A. tandis que Palmcam S.A. a quant à elle cédé 2,49% de Socapalm S.A. pour 2 millions d'euros.

En 2013, Socfinaf S.A. a acquis pour 3 millions d'euros 100% de la société STP Invest S.A. détenant elle-même 88% dans Agripalma Lda.

	2014	2013
	EUR	EUR
Actifs non-courants (*)	4.479.819	11.671.917
Actifs courants	400.256	668.377
Passifs non-courants	-1.043.192	-5.375
Passifs courants	-743.371	-853.283
Actif net acquis	3.093.512	11.481.636
Participations ne donnant pas le contrôle (**)	0	-1.374.268
Ecart d'acquisition négatifs comptabilisés en résultat (note 24)	0	-788.500
Ecart comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	-911.384	736.003
Prix total payé	2.182.128	10.054.871
A payer lors du prochain exercice	0	-1.614.375
Paiement au cours de l'exercice mais postérieur à la date d'acquisition	0	-4.675.000
Réglé en liquidités	-2.182.128	-3.765.496
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	-2.182.128	-3.765.496
Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie	-2.182.128	-3.765.496

(*) Au 31 décembre 2013, la juste valeur des actifs biologiques d'Agripalma Lda, à la date d'acquisition, s'élève à 10 millions d'euros (note 6).

(**) Les participations ne donnant pas le contrôle ont été évaluées sur base de la quote-part dans l'actif net acquis.

Le 31 décembre 2014, la participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature. Cette transaction constituant un regroupement entre entités sous contrôle commun (Socfin) est exclue du champ d'application de la norme

IFRS 3. Le Groupe a comptabilisé ce regroupement selon la méthode basée sur les valeurs comptables historiques à la date de prise de contrôle selon la norme IFRS 10.

Etats financiers consolidés

Note 4. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2013	884.986	828.998	1.713.984
Acquisitions de l'exercice	105.605	447.489	553.094
Sorties de l'exercice	0	-1.721.589	-1.721.589
Reclassements vers d'autres postes	0	1.332.194	1.332.194
Changements de périmètre	245	0	245
Ecart de conversion	0	-4.914	-4.914
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2013	990.836	882.178	1.873.014
Amortissements au 1^{er} janvier 2013	-380.235	-810.175	-1.190.410
Amortissements de l'exercice	-128.942	-12.189	-141.131
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	2.578	2.578
Changements de périmètre	-163	0	-163
Ecart de conversion	0	4.915	4.915
Amortissements au 31 décembre 2013	-509.340	-814.871	-1.324.211
Valeur nette comptable au 31 décembre 2013	481.496	67.307	548.803
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	990.836	882.178	1.873.014
Acquisitions de l'exercice	0	49.556	49.556
Sorties de l'exercice	0	-2.817	-2.817
Reclassements vers d'autres postes	-970.900	970.900	0
Changements de périmètre	0	7.320	7.320
Ecart de conversion	0	5.529	5.529
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	19.936	1.912.666	1.932.602
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-509.340	-814.871	-1.324.211
Amortissements de l'exercice	-83	-170.085	-170.168
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	2.229	2.229
Reclassements vers d'autres postes	489.487	-489.487	0
Ecart de conversion	0	-5.529	-5.529
Amortissements au 31 décembre 2014	-19.936	-1.477.743	-1.497.679
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	0	434.923	434.923

Etats financiers consolidés

Note 5. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2013	8.643.325	101.737.810	56.397.916	124.816.778	36.823.038	6.985.789	335.404.656
Acquisitions de l'exercice	4.667.176	9.262.303	2.765.890	13.784.749	44.926.225	954.135	76.360.478
Sorties de l'exercice	-637.433	-57.190	-805.982	-6.994.534	-7.520	0	-8.502.659
Reclassements vers d'autres postes	-3.575.900	10.285.286	464.696	16.091.397	-15.860.687	-5.947.215	1.457.577
Changements de périmètre	764.611	601.561	0	601.841	0	0	1.968.013
Ecart de conversion	-392.535	-1.128.922	-857.933	-2.341.719	-2.825.777	0	-7.546.886
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2013	9.469.244	120.700.848	57.964.587	145.958.512	63.055.279	1.992.709	399.141.179
Amortissements au 1^{er} janvier 2013	-747.480	-53.001.167	-35.433.195	-78.515.517	0	0	-167.697.359
Amortissements de l'exercice	-28.402	-4.599.097	-3.765.407	-12.061.389	0	0	-20.454.295
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	57.190	805.982	7.065.055	0	0	7.928.227
Reclassements vers d'autres postes	0	0	0	-10.289	0	0	-10.289
Changements de périmètre	0	0	0	-320.307	0	0	-320.307
Ecart de conversion	570	248.225	419.187	877.931	0	0	1.545.913
Amortissements au 31 décembre 2013	-775.312	-57.294.849	-37.973.433	-82.964.516	0	0	-179.008.110
Valeur nette comptable au 31 décembre 2013	8.693.932	63.405.999	19.991.154	62.993.996	63.055.279	1.992.709	220.133.069
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	9.469.244	120.700.848	57.964.587	145.958.512	63.055.279	1.992.709	399.141.179
Acquisitions de l'exercice	16.965.827	4.383.958	10.260.332	9.388.921	13.280.504	238.403	54.517.945
Sorties de l'exercice	-117.177	0	-28.513	-2.454.624	-779.026	0	-3.379.340
Reclassements vers d'autres postes	-4.505.942	11.632.346	7.799.388	5.310.410	-28.392.630	-1.483.286	-9.639.714
Changements de périmètre	267.681	8.600.146	100.044	12.090.941	2.652.973	33.267	23.745.052
Ecart de conversion	854.065	3.258.248	1.633.560	4.433.212	4.609.711	0	14.788.796
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	22.933.698	148.575.546	77.729.398	174.727.372	54.426.811	781.093	479.173.918
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-775.312	-57.294.849	-37.973.433	-82.964.516	0	0	-179.008.110
Amortissements de l'exercice	-27.895	-5.072.692	-4.132.713	-12.962.183	0	0	-22.195.483
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	0	28.513	2.144.381	0	0	2.172.894
Changements de périmètre	0	-4.495.440	-81.183	-8.996.617	0	0	-13.573.240
Ecart de conversion	-2.011	-687.511	-758.441	-2.321.893	0	0	-3.769.856
Amortissements au 31 décembre 2014	-805.218	-67.550.492	-42.917.257	-105.100.828	0	0	-216.373.795
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	22.128.480	81.025.054	34.812.141	69.626.544	54.426.811	781.093	262.800.123

Note 6. Actifs biologiques

* Détail des actifs biologiques comptabilisés dans l'état de la situation financière

	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier 2013	547.525.559
Variation de la juste valeur	27.537.614
Entrées de périmètre	9.988.199
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56
Ecart de conversion	-9.991.424
Juste valeur au 31 décembre 2013	575.059.892
Juste valeur au 1^{er} janvier 2014	575.059.892
Variation de la juste valeur	79.385.732
Entrées de périmètre	61.750.678
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56
Ecart de conversion	24.516.008
Juste valeur au 31 décembre 2014	740.712.254

La juste valeur des actifs biologiques est déterminée sur base de critères internes (voir note 1.11) qui ne sont pas observables sur un marché actif. La juste valeur est donc classée en niveau 3 au sens du paragraphe 87 d'IFRS 13.

* Détail des superficies en hectares

	2014	2013
Palmiers		
Immatures	25.570	21.899
En production	52.162	43.110
Total palmiers	77.732	65.009
Hévéas		
Immatures	16.720	14.312
En production	32.430	29.144
Total hévéas	49.150	43.456

* Détail des rendements (en tonnes par hectare)

	2014	2013
Palmiers		
Jeunes	De 12,74 à 17,75	De 12,35 à 17,75
Matures	De 15,73 à 24,83	De 14,97 à 24,83
Vieux	De 12,10 à 20,05	De 12,40 à 20,05
Hévéas		
Jeunes	De 1,22 à 1,69	De 1,15 à 1,84
Matures	De 1,40 à 2,42	De 1,62 à 2,52
Vieux	De 1,04 à 1,54	De 1,14 à 1,45

Etats financiers consolidés

* Détail de la production

	2014	2013
Quantités produites (en tonnes)		
Régimes de palme	692.069	568.694
Caoutchouc	48.659	43.242
Juste valeur de la production (en euro)		
Régimes de palme	76.007.000	59.911.913
Caoutchouc	38.725.840	47.748.417

* Détail de la marge moyenne (en euro par tonne)

	2014	2013
Palmiers		
Minimum	53,40	53,36
Maximum	80,32	73,40
Hévéas		
Minimum	123,87	277,68
Maximum	1.057,87	1.015,32

* Marge réalisée sur la production agricole (en euro par tonne)

	2014	2013
Régimes de palme	60,68	57,62
Caoutchouc	293,85	598,59

* Taux d'actualisation

	2014	2013
Sierra Leone	13,00%	13,00%
Liberia	10,80%	10,80%
Côte d'Ivoire	10,70%	11,50%
Ghana	13,00%	-
Nigeria	16,20%	13,80%
Cameroun	11,00%/12,10%	12,00%
São Tomé et Príncipe	13,00%	13,00%
Congo (RDC)	13,00%	13,00%

Etats financiers consolidés

* **Rapprochement de la juste valeur comptabilisée dans l'état de la situation financière et au compte de résultat**

- Etat de la situation financière

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	575.059.892	547.525.559
Variation de la juste valeur	79.385.732	27.537.614
Entrées de périmètre	61.750.678	9.988.199
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56	-56
Ecart de conversion	24.516.008	-9.991.424
Situation au 31 décembre	740.712.254	575.059.892

- Compte de résultat

	2014	2013
	EUR	EUR
Variation de la juste valeur	79.385.732	27.537.614
Dépenses d'investissements en actifs biologiques immatures (*)	-65.582.518	-33.325.574
Situation au 31 décembre	13.803.214	-5.787.960

(*) Les dépenses relatives aux actifs biologiques immatures sont prises en charge au cours de l'exercice où elles sont encourues (voir note 1.11).

* Analyse de sensibilité de la juste valeur comptabilisée dans l'état de la situation financière

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur des actifs biologiques lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 31 décembre	740.712.254	575.059.892
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	713.984.531	554.062.972
Diminution de 0,5%	769.106.888	597.367.267
Marges moyennes réalisées		
Augmentation de 5%	779.801.268	605.698.721
Diminution de 5%	701.614.386	544.412.127

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode que celle utilisée pour déterminer la juste valeur des actifs biologiques.

Les actifs biologiques sont utilisés de manière optimale.

Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2014	2013	2014	2013
Production d'huile de palme et de caoutchouc					
SOGB S.A.	Côte d'Ivoire	36%	36%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	Nigeria	34%	34%	34%	34%
SAFACAM S.A. (*)	Cameroun	31%	NC	31%	NC
SOCAPALM S.A.	Cameroun	35%	35%	35%	35%

(*) Safacam S.A. est entrée dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2014. Par conséquent, il n'y a pas d'éléments de résultat et de flux de trésorerie intégrés dans la consolidation pour l'exercice 2014.

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2014	2013	2014	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	9.518.938	6.419.930	79.308.515	72.118.990
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	2.806.094	1.465.818	35.760.145	32.618.547
SAFACAM S.A.	-	-	18.059.975	-
SOCAPALM S.A.	6.900.001	2.235.715	49.085.408	44.488.832
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			9.564.336	5.106.982
Participations ne donnant pas le contrôle			191.778.379	154.333.351

Etats financiers consolidés

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2013	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	35.660.851	91.775.326	32.192.218	16.554.516
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	17.436.645	51.513.571	12.123.306	14.542.822
SOCAPALM S.A.	20.427.348	124.554.825	31.140.545	15.234.318
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	28.850.340	95.825.561	22.704.865	22.559.506
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	13.916.930	73.877.342	22.954.875	17.809.579
SAFACAM S.A.	6.890.681	30.242.776	4.695.143	-
SOCAPALM S.A.	22.683.643	120.525.549	33.263.772	10.112.265

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Autres éléments du résultat étendu de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
2013	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	100.782.243	8.905.141	-	8.905.141	3.712.335
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	42.884.281	9.987.586	-	9.987.586	7.756.401
SOCAPALM S.A.	63.428.557	8.908.110	-	8.908.110	1.898.330
2014	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	87.720.366	6.979.127	-	6.979.127	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	41.733.718	7.181.388	-	7.181.388	1.716.145
SAFACAM S.A.	-	-	-	-	-
SOCAPALM S.A.	68.929.165	9.103.787	-	9.103.787	2.921.267

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
2013	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	5.914.137	-13.009.840	-4.684.411	-11.780.115
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	12.471.216	-16.928.337	-8.092.535	-12.549.656
SOCAPALM S.A.	23.260.809	-17.083.946	-6.103.450	73.413
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	12.473.761	-11.235.755	603.165	1.841.171
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	12.064.876	-23.499.661	-2.426.536	-13.861.321
SAFACAM S.A.	-	-	-	-
SOCAPALM S.A.	19.471.874	-8.062.995	-12.999.994	-1.591.115

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 8. Participations dans des entreprises associées

	2014	2013
	EUR	EUR
Valeur au 1^{er} janvier	25.238.213	28.097.915
Sorties de périmètre	0	-21.921
Entrées de périmètre (*)	0	97.560
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	6.365.178	7.082.479
Dividendes	-7.359.544	-8.291.213
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	-84.602	-47.371
Autres mouvements	721.128	-1.679.236
Valeur au 31 décembre	24.880.373	25.238.213

(*) Au 31 décembre 2013, entrée de Socfin Green Energy S.A. et Socfin Research S.A. dans le périmètre de consolidation.

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2014	2014	2013	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.594.274	129.539	3.689.735	105.684
Immobilière de la Pépinière S.A.	2.699.091	-84.507	2.783.801	-71.266
Induservices S.A.	70.316	5.330	64.986	3.452
Management Associates S.A.	524.373	-17.492	541.865	-21.054
Socfin Green Energy S.A.	351.315	308.252	43.064	-5.717
Socfin Research S.A.	-100.897	-100.333	-565	-49.345
Socfinco S.A.	1.694.751	453.236	1.919.869	569.834
Socfinco FR S.A.	6.381.597	2.924.851	6.520.620	2.947.146
Socfinde S.A.	1.755.327	21.656	1.733.671	36.637
Sodimex S.A.	1.462.936	266.294	1.646.643	495.935
Sogescol FR S.A.	6.222.990	2.453.350	6.075.226	3.063.852
Terrasia S.A.	224.300	5.002	219.298	7.321
TOTAL	24.880.373	6.365.178	25.238.213	7.082.479

Etats financiers consolidés

	Total de l'actif	Produits des activités ordinaires	Total de l'actif	Produits des activités ordinaires
	2014	2014	2013	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.976.584	3.244.550	3.908.469	3.425.100
Immobilière de la Pépinière S.A.	5.635.527	684.504	6.018.009	728.288
Induservices S.A.	1.986.603	4.005.053	593.780	4.504.600
Management Associates S.A.	15.558.714	5.135.790	15.816.914	3.947.539
Socfin Green Energy S.A.	8.775.710	465.410	90.162	0
Socfin Research S.A.	246.120	0	143.310	0
Socfinco S.A.	3.098.246	3.343.275	3.447.531	3.645.216
Socfinco FR S.A.	13.835.737	23.900.535	14.889.148	24.701.036
Socfinde S.A.	14.479.719	0	14.195.034	0
Sodimex S.A.	14.164.947	30.735.828	22.596.369	41.783.960
Sogescol FR S.A.	27.716.790	241.112.779	32.868.541	298.405.549
Terrasia S.A.	433.853	0	432.955	0
TOTAL	109.908.550	312.627.724	115.000.222	381.141.288

Intérêts détenus dans les entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	Dividendes reçus
			2014	2013
			EUR	
Management Associates S.A.	Luxembourg	Transport	-	-
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	3.000.000	4.000.000
Socfinde S.A.	Luxembourg	Société holding de financement	-	-
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériels	450.000	315.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	2.888.087	3.262.582

Etats financiers consolidés

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2013	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	745.750	15.071.164	1.141.988	12.250.000
Socfinco FR S.A.	12.918.646	1.970.502	1.952.667	-
Socfinde S.A.	223.082	13.971.952	9.990.342	-
Sodimex S.A.	22.546.556	49.813	19.214.695	-
Sogescol FR S.A.	32.200.126	668.415	20.454.572	-
TOTAL	68.634.160	31.731.846	52.754.264	12.250.000

2014	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	1.172.969	14.385.745	793.500	12.250.000
Socfinco FR S.A.	12.434.346	1.401.391	1.050.527	-
Socfinde S.A.	507.767	13.971.952	10.166.747	-
Sodimex S.A.	14.109.567	55.380	11.296.619	-
Sogescol FR S.A.	26.917.017	799.774	15.367.376	-
TOTAL	55.141.666	30.614.242	38.674.769	12.250.000

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2013	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-390.591	-390.591	-390.591
Socfinco FR S.A.	5.893.321	5.893.321	5.893.321
Socfinde S.A.	162.845	162.845	162.845
Sodimex S.A.	1.125.691	1.125.691	1.125.691
Sogescol FR S.A.	6.172.875	6.172.875	6.172.875
TOTAL	12.964.141	12.964.141	12.964.141

Etats financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2014	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	90.288	90.288	90.288
Socfinco FR S.A.	5.848.730	5.848.730	5.848.730
Socfinde S.A.	108.280	108.280	108.280
Sodimex S.A.	486.654	486.654	486.654
Sogescol FR S.A.	4.454.833	4.454.833	4.454.833
TOTAL	10.988.785	10.988.785	10.988.785

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
2013	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.424.926	20%	56.880	541.865
Socfinco FR S.A.	12.936.481	50%	52.380	6.520.620
Socfinde S.A.	4.204.692	20%	892.733	1.733.671
Sodimex S.A.	3.381.674	50%	-44.194	1.646.643
Sogescol FR S.A.	12.413.969	50%	-131.759	6.075.226
TOTAL	35.361.742		826.040	16.518.025

2014	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.515.214	20%	21.330	524.373
Socfinco FR S.A.	12.785.210	50%	-11.008	6.381.597
Socfinde S.A.	4.312.972	20%	892.733	1.755.327
Sodimex S.A.	2.868.328	50%	28.772	1.462.936
Sogescol FR S.A.	12.349.415	50%	48.283	6.222.990
TOTAL	34.831.139		980.110	16.347.223

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

Etats financiers consolidés

Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement

	2014	2013
	EUR	EUR
La quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	716.519	559.963
La quote-part du Groupe dans le résultat étendu	716.519	559.963
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	8.533.150	8.720.188

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2014 et 2013 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 9. Titres disponibles à la vente

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	600.648	756.604
Variation de la juste valeur (*)	-81.380	-88.831
Entrées de l'exercice	0	47.532
Cessions de l'exercice	-337.756	-114.657
Juste valeur au 31 décembre	181.512	600.648

(*) La variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu.

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2014	2013	2014	2013
Titres disponibles à la vente	181.512	519.267	181.512	600.648

Etats financiers consolidés

Note 10. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	3.302.943	1.127.795
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	45.275	-668
IAS 19 : Engagements de retraites	3.214	11.818
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-467.402	0
IAS 38 : Frais d'établissement	-2.252	165.405
IAS 12 : Latences fiscales	423.010	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	13.414	13.306
IAS 41 : Actifs biologiques	5.045.603	2.091.921
Ecart de conversion	830.229	-106.634
Situation au 31 décembre	9.194.034	3.302.943

* Composants des passifs d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	113.511.104	114.338.108
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-240.791	-576.980
IAS 19 : Engagements de retraites	-252.872	-6.559
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	40.258	-103.123
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-672.081	130.249
IAS 12 : Latences fiscales	-7.247.309	0
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	-36.235	-8.205
IAS 41 : Actifs biologiques	31.109.165	1.276.661
Autres	-59.764	193.484
Ecart de conversion	3.640.347	-1.732.531
Situation au 31 décembre	139.791.822	113.511.104

* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Socfinaf S.A. dispose au 31 décembre 2013 de pertes fiscales récupérables de 12,8 millions d'euros et Brabanta S.A. (RDC) dispose de pertes fiscales récupérables de 5,3 millions d'euros.

Ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Etats financiers consolidés

Note 11. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2014	2013
	EUR	EUR
Matières premières	11.358.592	16.336.253
Consommables	21.756.328	17.035.022
Produits en cours de fabrication	40.698	59.912
Produits finis	8.781.902	8.219.048
Acomptes versés et commandes en cours	1.617.616	2.657.200
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	43.555.136	44.307.435
Réductions de valeur sur stocks	-937.322	-530.030
Total net au 31 décembre	42.617.814	43.777.405

* Réconciliation des stocks

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	44.307.435	41.194.333
Variation de stocks	-747.280	6.539.685
Juste valeur de la production agricole	-1.339.715	-2.751.506
Ecart de conversion	1.334.696	-675.077
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	43.555.136	44.307.435
Réductions de valeur sur stocks	-937.322	-530.030
Total net au 31 décembre	42.617.814	43.777.405

Etats financiers consolidés

Note 12. Créances commerciales (actifs courants)

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances commerciales	13.863.525	13.071.701
Avances et acomptes versés	2.290.420	4.093.243
Total net au 31 décembre	16.153.945	17.164.944

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élèvent à 0,9 million d'euros aux 31 décembre 2014 et 2013.

Note 13. Autres créances (actifs courants)

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances sociales	737.899	670.754
Autres créances	31.341.034	24.121.423
Comptes de régularisation	1.082.248	695.140
Valeur au 31 décembre	33.161.181	25.487.317

Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2014	2013
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	9.955.469	5.245.267
Charge d'impôts	176.469	5.977.739
Autres impôts	2.365.621	4.822.112
Impôts payés ou récupérés	391.030	-6.414.760
Régularisations d'impôts	-69.986	590.450
Ecart de conversion	499.215	-265.339
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	13.317.819	9.955.469

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2014	2013
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	18.176.487	21.760.238
Charge d'impôts	10.791.591	14.122.719
Autres impôts	20.534.989	22.454.528
Impôts payés ou récupérés	-36.663.643	-39.888.161
Régularisations d'impôts	2.147.958	94.412
Ecart de conversion	442.001	-367.249
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	15.429.384	18.176.487

Etats financiers consolidés

Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2014	2013
	EUR	EUR
Comptes à vue	25.245.352	18.522.770
Dépôts à terme moins de 3 mois	0	718.210
Total au 31 décembre	25.245.352	19.240.980

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2014	2013
	EUR	EUR
Comptes à vue	25.245.352	18.522.770
Dépôts à terme moins de 3 mois	0	718.210
Concours bancaires courants	-63.913.542	-70.058.363
Total au 31 décembre	-38.668.190	-50.817.383

Note 16. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 35,7 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 32,8 millions d'euros au 31 décembre 2013. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 87,5 millions d'euros contre 63,9 millions d'euros un an plus tôt.

Le 31 décembre 2014, Socfinaf S.A. a émis 1.474.200 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Socfin et libérée par un apport en nature constitué de 577.200 actions Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ».

Au 31 décembre 2014, le capital est représenté par 17.854.000 actions.

	Actions ordinaires	
	2014	2013
Nombre d'actions au 1^{er} janvier et au 31 décembre	17.854.200	16.380.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	17.854.200	16.380.000

Note 17. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un

prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Note 18. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations

versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays. Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2014	2013
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	6.915.510	6.822.355
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies		
	6.915.510	6.822.355
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	343.802	334.060
Coûts financiers	882.426	831.891
Coûts des régimes à prestations définies		
	1.226.228	1.165.951
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier		
	6.822.355	6.686.655
Coûts selon le compte de résultat	1.226.228	1.165.951
Entrées de l'exercice	377.497	0
Cotisations	-882.219	-460.619
Ecart actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	-894.394	-325.506
Ecart de conversion	266.043	-244.126
Au 31 décembre		
	6.915.510	6.822.355

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2015.

Le changement de méthode de calcul des taux d'actualisation (voir note 1.19) n'a pas d'impact matériel sur le montant de la provision.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2014	2013
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	396.085	-649.754
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	253.803	1.137.598
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	244.506	-162.338
Ecarts actuariels reconnus durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu	894.394	325.506

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2014	2013
AFRIQUE		
Taux d'actualisation moyen	de 7,59 à 16,17%	de 11,00 à 13,70%
Augmentations futures des salaires	de 1,74 à 10,00%	de 1,74 à 10,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	21,21	21,17

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2014	2013
	EUR	EUR
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	6.659.613	6.581.988
Diminution de 0,5%	7.161.612	7.056.288
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	7.155.885	7.049.017
Diminution de 0,5%	6.668.203	6.587.247

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Etats financiers consolidés

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2015	2014
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	508.181	488.466

	2014	2013
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	6,0	5,8

Régime de pension à cotisations définies

	2014	2013
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	565.049	438.299

Etats financiers consolidés

Note 19. Dettes financières

2013			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	6.283.264	27.391.778	33.675.042
Concours bancaires courants	70.058.363	0	70.058.363
Autres emprunts	543.833	6.073.605	6.617.438
TOTAL	76.885.460	33.465.383	110.350.843

2014			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	9.500.375	35.251.441	44.751.816
Concours bancaires courants	63.913.541	0	63.913.541
Autres emprunts	1.255.554	88.510.469	89.766.023
TOTAL	74.669.470	123.761.910	198.431.380

Au 31 décembre 2013, un emprunt contracté par SRC a été reclassé du poste « Autres emprunts » vers le poste « Dettes auprès d'établissements financiers ».

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA (XAF), dont la parité est liée à

l'euro. Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 5,00% et 9,00%.

Comme expliqué à la note 33, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2013					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Côte d'Ivoire	9.146.940	6,50% à 6,80%	0	-	9.146.940
Nigeria	4.803.660	9,00%	0	-	4.803.660
Liberia	2.855.123	7,00% à 8,00%	0	-	2.855.123
Cameroun	10.586.054	5,50% à 6,25%	0	-	10.586.054
	27.391.777		0		27.391.777
Autres emprunts					
São Tomé et Principe	1.500.135	9,00%	0	-	1.500.135
Cameroun	4.573.470	4,00%	0	-	4.573.470
	6.073.605		0		6.073.605
TOTAL	33.465.382		0		33.465.382

Etats financiers consolidés

2014					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Côte d'Ivoire	18.330.884	6,00% à 6,80%	0	-	18.330.884
Nigeria	4.257.838	9,00%	0	-	4.257.838
Liberia	2.625.402	7,00% à 8,00%			2.625.402
Cameroun	10.037.317	5,00% à 6,25%	0	-	10.037.317
	35.251.441		0		35.251.441
Autres emprunts					
Europe	79.500.000	3,15%	0	-	79.500.000
Liberia	9.010.469	8,00%	0	-	9.010.469
	88.510.469		0		88.510.469
TOTAL	123.761.910		0		123.761.910

* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2013	EUR	XAF	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	19.732.995	4.803.660	2.855.123	27.391.778
Autres emprunts	1.500.135	4.573.470	0	0	6.073.605
TOTAL	1.500.135	24.306.465	4.803.660	2.855.123	33.465.383

2014	EUR	XAF	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	28.368.201	4.257.838	2.625.402	35.251.441
Autres emprunts	79.500.000	0	0	9.010.469	88.510.469
TOTAL	79.500.000	28.368.201	4.257.838	11.635.871	123.761.910

Etats financiers consolidés

* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2013						
EUR	2015	2016	2017	2018	2019 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	8.758.297	9.316.288	5.203.976	2.581.634	1.531.583	27.391.778
Autres emprunts	0	0	0	0	6.073.605	6.073.605
TOTAL	8.758.297	9.316.288	5.203.976	2.581.634	7.605.188	33.465.383

2014						
EUR	2016	2017	2018	2019	2020 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	12.589.658	10.832.152	6.821.570	4.691.247	316.814	35.251.441
Autres emprunts	13.333.333	26.666.666	26.666.666	12.833.335	9.010.469	88.510.469
TOTAL	25.922.991	37.498.818	33.488.236	17.524.582	9.327.283	123.761.910

Note 20. Autres dettes

	2014	2013
	EUR	EUR
Dettes sociales	4.249.686	3.674.256
Autres dettes	53.781.020	41.674.287
Comptes de régularisation	2.297.536	1.491.560
Total au 31 décembre	60.328.242	46.840.103
Dont dettes non-courantes	12.699.169	6.050.029
Dont dettes courantes	47.629.073	40.790.074

Etats financiers consolidés

Note 21. Instruments financiers

2013	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	600.648	0	600.648	0	0
Avances à long terme	2.248.649	0	0	2.248.649	2.248.649	0
Autres actifs non-courants	0	0	409.720	409.720	0	409.720
Créances commerciales	0	0	17.164.944	17.164.944	0	17.164.944
Autres créances	0	0	25.487.317	25.487.317	0	25.487.317
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	19.240.980	19.240.980	0	19.240.980
Total actifs	2.248.649	600.648	62.302.961	65.152.258	2.248.649	62.302.961
Passifs						
Dettes financières à plus d'un an	33.465.383	0	0	33.465.383	35.234.273	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	6.050.029	6.050.029	0	6.050.029
Dettes financières à moins d'un an	6.827.097	0	70.058.363	76.885.460	6.827.097	70.058.363
Dettes commerciales (courants)	0	0	29.269.975	29.269.975	0	29.269.975
Autres dettes (courants)	0	0	40.790.074	40.790.074	0	40.790.074
Total passifs	40.292.480	0	146.168.441	186.460.921	42.061.370	146.168.441

2013	Juste valeur			TOTAL
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres disponibles à la vente	0	0	600.648	600.648

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2014	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	181.512	0	181.512	0	0
Avances à long terme	1.382.777	0	295.769	1.678.546	1.382.777	295.769
Autres actifs non-courants	0	0	2.257.784	2.257.784	0	2.257.784
Créances commerciales	0	0	16.153.945	16.153.945	0	16.153.945
Autres créances	0	0	33.161.181	33.161.181	0	33.161.181
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	25.245.352	25.245.352	0	25.245.352
Total actifs	1.382.777	181.512	77.114.031	78.678.320	1.382.777	77.114.031
Passifs						
Dettes financières à plus d'un an	123.761.911	0	0	123.761.911	124.272.834	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	12.699.169	12.699.169	0	12.699.169
Dettes financières à moins d'un an	10.755.929	0	63.913.542	74.669.471	10.755.929	63.913.542
Dettes commerciales (courants)	0	0	27.604.751	27.604.751	0	27.604.751
Autres dettes (courants)	0	0	47.629.074	47.629.074	0	47.629.074
Total passifs	134.517.840	0	151.846.536	286.364.376	135.028.763	151.846.536
2014						
	Juste valeur					
EUR		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL	
Titres disponibles à la vente		0	0	181.512	181.512	

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

Note 22. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

	2014	2013
<i>Frais de personnel</i>	EUR	EUR
Rémunérations	46.129.731	44.530.217
Charges sociales et charges liées aux retraites	5.700.626	3.394.568
Total au 31 décembre	51.830.357	47.924.785

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2014	2013
Directeurs	85	73
Employés	3.795	3.370
Ouvriers (y compris saisonniers)	13.360	11.840
TOTAL	17.240	15.283

Note 23. Dotations aux amortissements

	2014	2013
	EUR	EUR
Sur immobilisations incorporelles (note 4)	170.168	141.131
Sur immobilisations corporelles (note 5)	22.195.482	20.454.295
Total au 31 décembre	22.365.650	20.595.426

Etats financiers consolidés

Note 24. Autres produits financiers

	2014	2013
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	152	850.283
Intérêts sur autres participations	152	61.783
Ecart d'acquisition négatifs	0	788.500
Sur actifs/passifs courants	5.277.478	1.410.755
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	220.410	80.162
Gains de change	4.800.296	1.297.950
Autres	256.772	32.643
Total au 31 décembre	5.277.630	2.261.038

Note 25. Charges financières

	2014	2013
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	3.923.341	2.098.024
Intérêts et charges financières	3.923.341	2.098.024
Sur actifs/passifs courants	11.152.691	4.542.366
Intérêts et charges financières	2.850.220	800.231
Pertes de change	7.274.140	2.579.135
Autres	1.028.331	1.163.000
Total au 31 décembre	15.076.032	6.640.390

Note 26. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2014	2013
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	7.279.642	12.347.007
Charge d'impôts différés	1.326.089	-1.476.400
Charge d'impôts au 31 décembre	8.605.731	10.870.607

* Composants de la charge d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
IAS 41 : Variation sur actifs biologiques	7.969.307	-815.260
IAS 19 : Engagements de retraites	-321.189	-126.725
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-616.871	-26.152
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-340.413	-576.312
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-13.414	-13.306
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-22.906	-9.005
IAS 12 : Latences fiscales	-5.720.562	0
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	451.901	-103.123
Autres	-59.764	193.483
Charge d'impôts différés au 31 décembre	1.326.089	-1.476.400

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2014	2013
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	23.815.222	24.477.261
Taux d'imposition normal de la société mère	29,22%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 25 à 38,50%	De 0% à 38,50 %
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	7.341.051	7.113.961
Exonération d'impôt	1.351.257	0
Impôts non provisionnés	272.658	2.069.271
Revenus définitivement taxés	-1.005.434	357.673
Mesures favorables à l'investissement	-7.643.664	-5.688.639
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	2.425.878	1.531.677
Dépenses non déductibles	5.730.587	7.937.459
Déficits reportés imputés	-303.994	-89.504
Déficits à reporter	6.939.003	2.597.403
Autres avantages fiscaux	-7.397.026	-2.032.339
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	0	-2.167.220
Ajustements divers	895.415	-759.135
Charge d'impôts au 31 décembre	8.605.731	10.870.607

* Changement de taux des filiales

- Brabanta S.A.

Au cours de l'exercice 2013, le taux d'impôts des sociétés au Congo est passé de 40 à 35%.

Etats financiers consolidés

Note 27. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2014	2013
Résultat net (en euro)	1.409.961	9.932.581
Nombre moyen d'actions	17.854.200	16.380.000
Résultat net par action non dilué (en euro)	0,08	0,61

Note 28. Dividendes et tantièmes

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2015, le paiement d'un dividende total de 0,15 euro par action, contre 0,25 l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2014 d'un montant de 0,05 euro a été versé en

novembre 2014. Il reste à payer un solde de 0,10 euro pour un montant total de 1,8 millions d'euros. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 0,3 million d'euros.

Note 29. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2014	2013
	EUR	EUR
Avantages à court terme	1.730.352	1.983.509
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

EUR	2014			2013	
	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	Entreprises associées	Autres parties liées
Actifs non-courants					
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000	0
	0	230.000	0	230.000	0
Actifs courants					
Créances commerciales	0	6.696.581	0	8.659.674	107.215
Autres créances	0	3.576.186	0	1.082.954	26.210
	0	10.272.767	0	9.742.628	133.425
Passifs non-courants					
Dettes financières	79.500.000	9.010.468	0	0	0
Autres dettes	0	0	0	0	4.573.470
	79.500.000	9.010.468	0	0	4.573.470
Passifs courants					
Dettes financières	1.255.555	0	0	0	0
Dettes commerciales	0	6.236.373	0	12.145.870	0
Autres dettes	0	2.943.521	35.088.767	146.204	30.154.120
	1.255.555	9.179.894	35.088.767	12.292.074	30.154.120
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES					
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	122.104.273	0	145.701.444	659.669
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	36.022.683	0	37.488.860	38.955
Produits financiers	0	5.601	0	4.752	0
Charges financières	2.319.004	355.971	0	254.106	184.842

Socfinaf S.A a payé à la maison mère (Socfin) un dividende pour un montant de EUR 2.025.699 en 2014 contre EUR 3.105.422 en 2013 et des intérêts sur emprunt pour un montant de EUR 2.319.004 en 2014.

Note 30. Engagements hors bilan

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10.000.000 auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 3,2 millions d'euros (2013 : 3,4 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 3 milliards de XAF (4,6 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, le matériel professionnel. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 4,6 millions d'euros.

En 2014, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la SIB d'un montant total de 2,680 milliards de XAF (4,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que SCC a conclu un acte de délégation d'assurance au profit de la SIB à hauteur du prêt accordé. SCC a également affecté en garantie hypothécaire du matériel professionnel, à hauteur de 1 milliard de XAF (1,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 4,1 millions d'euros.

En 2013, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira (9,4 millions d'euros) auprès d'Access Bank, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, la nouvelle huilerie financée par le prêt. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 6,2 millions d'euros.

Socapalm S.A. a conclu une convention de crédit auprès de la SGBC de 3 milliards de XAF (4,6 millions d'euros) dont le contrat stipule que Socapalm s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sur ses actifs sans en faire bénéficier SGBC. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 3,5 millions d'euros.

En 2007, Socfinaf S.A. a signé un contrat de cession de la totalité de ses actions Red Lands Roses Ltd avec Altilands (soit 80% du capital de Red Lands Roses). Le contrat stipule que la vente se déroulera en trois étapes. La première étape consistait en la vente de 70% du capital de Red Lands Roses. Celle-ci a été réalisée en 2008. La deuxième étape prévoyait la vente de 5% du capital, elle a été réalisée en 2013. Enfin, le solde de la participation, soit 5%, a été cédé le 11 décembre 2014.

Note 31. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

<i>Société</i>	<i>Date du bail initial ou de son renouvellement/extension</i>	<i>Durée du bail initial</i>	<i>Superficie concédée</i>
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011/2012/2013/2014	50 ans	17.724 ha (1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.712 ha
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA	1990/2013	50 ans	18.650 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999/2014	92 à 99 ans	33.113 ha
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha (2)
AGRIPALMA LDA	2009	25 ans	4.917 ha (3)
BRABANTA S.A.	1992/2005/2007/2011/2013	25 ans	29.066 ha (4)

- (1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.
- (2) SOCAPALM S.A. possède également en propre 3.500 ha.
- (3) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans. AGRIPALMA LDA possède également en propre 665 ha.
- (4) BRABANTA S.A. possède également en propre 6,3 ha.

Etats financiers consolidés

Note 32. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC).

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria et Cameroun proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc et ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services

administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2013

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-5.284.902
Sierra Leone	0	0	-3.726.653
Liberia	27.317.333	0	2.265.505
Côte d'Ivoire	126.245.374	0	15.929.294
Ghana	0	0	1.407.896
Nigeria	42.884.281	0	13.505.240
Cameroun	67.154.293	0	13.291.801
Congo (RDC)	78.581	0	-1.025.250
Autres	0	0	-1.718.018
TOTAL	263.679.862	0	34.644.913
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			-5.787.960
Juste valeur de la production agricole			-2.751.506
Autres retraitements IFRS			4.793.858
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			-1.218.326
Produits financiers			2.316.571
Charges financières			-7.520.289
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			7.082.479
Impôts			-10.870.607
Résultat net de l'exercice			20.689.133

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2014

<i>EUR</i>	<i>Produits des activités ordinaires provenant des clients externes</i>	<i>Produits des activités ordinaires intersecteurs</i>	<i>Résultat sectoriel</i>
Europe	0	0	-3.685.324
Sierra Leone	0	0	-6.712.420
Liberia	22.919.666	0	-3.344.208
Côte d'Ivoire	113.045.745	0	12.625.672
Ghana	0	0	2.822.883
Nigeria	41.733.718	0	11.741.678
Cameroun	71.219.052	0	12.665.381
São Tome et Principe	50.149	0	-5.200
Congo (RDC)	1.198.559	0	-7.430.120
Autres	0	0	-990.574
TOTAL	250.166.889	0	17.687.768
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			13.803.214
Juste valeur de la production agricole			-1.339.715
Autres retraitements IFRS			3.489.071
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			233.409
Produits financiers			5.698.731
Charges financières			-15.757.256
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			6.365.178
Impôts			-8.605.731
Résultat net de l'exercice			21.574.669

Etats financiers consolidés

* Total des actifs sectoriels

	2014	2013
	EUR	EUR
Europe	1.821.112	207.431
Sierra Leone	82.630.420	47.954.734
Liberia	75.312.760	57.884.746
Côte d'Ivoire	126.540.474	129.316.400
Ghana	24.287.720	10.162.823
Nigeria	82.587.174	63.967.594
Cameroun	174.211.964	143.795.722
São Tome et Principe	12.751.237	8.913.026
Congo (RDC)	77.024.176	56.086.947
Autres	9.862.897	1.943.075
Total au 31 décembre	667.029.934	520.232.498
IAS 41 : Actifs biologiques	453.865.783	374.279.862
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	2.060.424	3.259.306
Autres retraitements IFRS	-17.574.002	-1.572.387
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	-17.417.728	-20.274.186
Total des actifs sectoriels consolidés	1.087.964.411	875.925.093

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks,

la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et notamment la réévaluation des actifs biologiques selon IAS 41.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2014	2013
	EUR	EUR
Europe	35.286.053	30.527.012
Sierra Leone	2.018.816	1.672.935
Liberia	5.596.901	7.189.881
Côte d'Ivoire	12.264.208	19.176.129
Ghana	1.183.786	1.667.472
Nigeria	4.216.776	2.463.552
Cameroun	11.937.785	11.522.835
São Tome et Principe	391.338	843.455
Congo (RDC)	2.452.642	4.049.265
Autres	172.986	1.028.284
Total au 31 décembre	75.521.291	80.140.820
Autres retraitements IFRS	1.404.135	72.346
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	-1.691.600	-10.153.117
Total des passifs sectoriels consolidés	75.233.826	70.060.049

Etats financiers consolidés

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2013

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques	TOTAL
Sierra Leone	4	16.064.155	4.822.007	20.886.166
Liberia	0	7.348.767	6.184.975	13.533.742
Côte d'Ivoire	106.001	7.706.804	4.993.995	12.806.800
Ghana	686	4.982.830	0	4.983.516
Nigeria	0	13.434.836	3.969.984	17.404.820
Cameroun	447.092	11.428.298	8.321.455	20.196.845
Congo (RDC)	0	15.394.788	5.033.160	20.427.948
TOTAL	553.783	76.360.478	33.325.576	110.239.837

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2014

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques	TOTAL
Sierra Leone	3.094.620	13.326.376	9.255.253	25.676.249
Liberia	0	5.042.749	8.688.190	13.730.939
Côte d'Ivoire	46.806	6.093.542	5.455.978	11.596.326
Ghana	62.557	2.448.674	17.412.169	19.923.400
Nigeria	0	20.330.595	3.169.066	23.499.661
Cameroun	210.649	5.945.460	2.780.574	8.936.683
São Tome et Principe	2.750	768.982	3.270.718	4.042.450
Congo (RDC)	0	561.567	15.550.569	16.112.136
TOTAL	3.417.382	54.517.945	65.582.517	123.517.844

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2014	2013
	EUR	EUR
Palmier	124.104.210	114.227.075
Hévéa	122.280.858	145.588.073
Autres	3.781.821	3.864.714
TOTAL	250.166.889	263.679.862

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

EUR

2013

Implantation							
Origine	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo (RDC)	Autre(s) pays africain(s)	TOTAL
Liberia	27.317.333	0	0	0	0	0	27.317.333
Côte d'Ivoire	102.627.156	23.090.701	0	0	0	527.517	126.245.374
Nigeria	15.679.618	0	27.204.663	0	0	0	42.884.281
Cameroun	0	0	0	66.342.597	0	811.696	67.154.293
Congo (RDC)	0	0	0	0	78.581	0	78.581
TOTAL	145.624.107	23.090.701	27.204.663	66.342.597	78.581	1.339.213	263.679.862

EUR

2014

Implantation							
Origine	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo (RDC)	Autre(s) pays africain(s)	TOTAL
Liberia	22.919.666	0	0	0	0	0	22.919.666
Côte d'Ivoire	89.283.710	21.268.904	0	0	0	3.206.509	113.759.123
Nigeria	9.769.842	0	31.963.876	0	0	0	41.733.718
Cameroun	307.640	0	0	70.198.034	0	50.149	70.555.823
Congo (RDC)	0	0	0	0	1.198.559	0	1.198.559
TOTAL	122.280.858	21.268.904	31.963.876	70.198.034	1.198.559	3.256.658	250.166.889

Note 33. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. En 2011, Socfinaf S.A. a divisé par 10 ses actions sans désignation de valeur nominale. Le 31 décembre 2014, Socfinaf S.A. a émis 1.474.200 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Socfin et libérée par un apport en nature constitué de 577.200 actions Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ».

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

*** Risque de prix des matières premières**

Risque potentiel :

Le Groupe fait face au risque de baisse des prix des matières premières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente de ces matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc ; et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

*** Risque de devises étrangères**

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

*** Risque de taux d'intérêts**

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Etats financiers consolidés

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant (cash against documents) soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la

capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques dont certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le « Sustainability report 2014 » disponible à la demande au siège du Groupe.

Etats financiers consolidés

Sensibilité aux risques

* *Risque de change*

Les ventes locales de 124,1 millions d'euros en 2014 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,4 million d'euros.

* *Risque de taux d'intérêts*

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 19. Au 31 décembre 2014, il n'y a pas d'emprunts à taux variables.

* *Risque de crédit*

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 6,6 millions d'euros et 10,4 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances commerciales	17.036.081	18.036.194
Réductions de valeur	-882.136	-871.250
Autres créances	33.161.181	25.487.319
Total net des créances	49.315.126	42.652.263
Montant non échu	31.854.894	32.485.836
Montant échu depuis moins de 6 mois	14.012.883	5.315.927
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	459.233	4.178.642
Montant échu depuis plus d'un an	2.988.116	671.858
Total net des créances	49.315.126	42.652.263

* *Risque de liquidité*

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée aux notes 15 et 19.

Etats financiers consolidés

Note 34. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 35. Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 36. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé

	2014	2013
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	62.153	41.829

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 27 mai 2015

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société arrêtés au 31 décembre 2014.

Activités

Socfinaf S.A. détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale dans les secteurs du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2014	2013
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières	19,8	35,1
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	0,2	0,1
Total des produits	20,0	35,2
CHARGES		
Autres charges externes	3,7	4,2
Intérêts et autres charges financières	3,2	0,5
Impôts	0,5	1,1
Total des charges	7,4	5,8
BENEFICE DE L'EXERCICE	12,6	29,4

Les revenus de l'exercice sont constitués de dividendes pour 19,4 millions d'euros, dont ceux reçus de Befin (9 millions d'euros), de Socfinco FR (3 millions d'euros), d'Okomu (3 millions d'euros), de Sogescol FR (2,9 millions d'euros), de Socfinco (0,7 million d'euros), de Sodimex (0,5 million d'euros), de Centrages (0,2 million d'euros) et de Socapalm (0,2 million d'euros). Les intérêts sur créances s'élèvent à 0,3 million d'euros et les produits financiers à 0,2 million d'euros.

Après déduction des frais généraux pour 3,7 millions d'euros, des frais financiers pour 3,2 millions d'euros et des impôts pour 0,5 million d'euros, le bénéfice de l'exercice s'élève à 12,6 millions d'euros contre 29,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2014, le total du bilan de Socfinaf S.A. s'établit à 361,4 millions d'euros contre 253,7 millions d'euros au 31 décembre 2013.

L'actif de Socfinaf S.A. se compose principalement d'immobilisations financières à hauteur de 348,3 millions d'euros et d'autres créances pour 12,5 millions d'euros.

Les fonds propres s'élèvent à 216,3 millions d'euros avant affectation du résultat mais après versement de l'acompte sur dividendes.

Portefeuille

Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfinaf S.A. a acquis 100% des actions de la société de droit français Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » qui détient 68,93% de Safacam S.A., une société camerounaise de plantations qui exploite 5.400 ha de palmiers à huile et 4.400 ha d'hévéas.

D'autre part Socfinaf S.A. a participé aux augmentations de capital de Socfin Agricultural Company pour un montant de 12,8 millions d'euros, de Salala Rubber Company pour un montant de 8 millions d'euros et de Plantations Socfinaf Ghana pour un montant de 0,4 million d'euros.

Socfinaf S.A. a également acquis pour 2,2 millions d'euros d'actions Socapalm (2,08%).

Enfin Socfinaf S.A. a vendu le solde de sa participation dans Red Lands Roses Ltd en réalisant une plus-value de 60.342 euros.

Evaluation

Les participations sont estimées à une valeur globale de 377,1 millions d'euros et présentent une plus-value latente de 185,2 millions d'euros par rapport à leur valeur d'acquisition comptable éventuellement corrigée.

Participations

Les principales participations directes et indirectes ont évolué comme suit durant les derniers mois :

SAC (Sierra Leone) – 85%

La plantation des palmiers a très rapidement progressé (plus de 11.000 ha déjà plantés). Les travaux de l'huilerie prennent fin et l'usine devrait être fonctionnelle dès le mois de mars 2015.

LAC (Liberia) – 100%

En 2014, LAC a dû faire face à deux défis majeurs : la propagation du virus Ebola, impactant la situation sanitaire et économique du pays, ainsi que la chute du cours du caoutchouc. Il s'ensuit un chiffre d'affaires et un résultat net amputés par ces deux éléments. Néanmoins, la production de caoutchouc affiche une hausse de 15%, confirmant de belles perspectives futures. L'investissement dans le barrage hydroélectrique s'est poursuivi avec pour objectif une mise en route fin 2015, permettant à terme une réduction des coûts de production.

SRC (Liberia) – 50,79%

En 2014, l'épidémie Ebola a eu un impact sur SRC. Toutefois, cela n'a pas mis à mal le rajeunissement du verger et le fonctionnement de la plantation.

SoGB (Côte d'Ivoire)

Filiale à 73,16% de Bereby-Finance (Befin) société holding ivoirienne détenue elle-même à hauteur de 87,06% par Socfinaf S.A.

2014 a été marqué par une hausse soutenue de la production de l'activité palmier. L'extension de la capacité d'usinage de l'huilerie et le maintien d'un excellent rendement ont fortement contribué à ce résultat. Malgré la légère baisse du prix moyen de vente de l'huile de palme, il s'ensuit une forte amélioration du résultat net. La production de caoutchouc a connu une croissance importante. Toutefois, le chiffre d'affaires et le résultat net continuent à être fortement impactés par le cours plancher du caoutchouc.

SCC (Côte d'Ivoire)

Filiale à 70% de Bereby-Finance (Befin).

En 2014, la production de caoutchouc a progressé de 44%. Malgré la baisse du prix moyen de vente du caoutchouc, le chiffre d'affaires a pu être maintenu et le résultat net affiche une belle progression.

PSG (Ghana) – 100%

Les premières surfaces plantées ont été réalisées cette année. La plantation compte donc plus de 2.000 ha de palmiers à huile et près de 400 ha d'hévéas.

Okomu (Nigeria) – 66,12%

En 2014, la production de caoutchouc est restée constante. Cependant, l'activité a été marquée par la faiblesse du prix de vente du caoutchouc, malmenant le chiffre d'affaires et le résultat net.

Suite aux investissements consentis dans l'amélioration de la capacité d'usinage de son huilerie, Okomu affiche une hausse de production d'huile de palme. Bénéficiant d'un prix moyen de vente de l'huile toujours soutenu, le résultat affiche une forte progression de 58%.

Socapalm (Cameroun)

Filiale à 65,41% de Palmcam société holding camerounaise détenue elle-même à hauteur de 100% par Socfinaf S.A.

La hausse de la production d'huile de palme et un prix de vente stable a permis à Socapalm de clôturer son exercice par un résultat en hausse.

SPFS-Palm Or (Cameroun)

Filiale à 100% de Socapalm.

Suite à un marché à l'export plus restreint et à un surplus d'oléine sur le marché local, SPFS a vu sa production d'oléine baisser et le prix de vente en vrac diminuer, influençant à la baisse le chiffre d'affaires et le résultat net.

Agripalma (São Tomé et Príncipe) – 88%

Le développement de la plantation continue. Des études sont actuellement en cours en vue de la construction future d'une huilerie sur le site de la plantation.

Brabanta (République du Congo) – 99,80%

Depuis le mois d'octobre 2014, la plantation a débuté sa production d'huile de palme ainsi que ses premières ventes.

Rapport de gestion social

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 12.603.650,79, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 77.327.229,22 forment un solde bénéficiaire de EUR 89.930.880,01 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Réserve légale	294.840,00
Report à nouveau	86.742.240,01
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	289.380,00
90% aux 17.854.200 actions	2.604.420,00
soit EUR 0,15 par action	
dont EUR 0,05 déjà versé en novembre 2014 (16.380.000 actions)	89.930.880,01

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 0,25 par action.

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 91.153.836,93 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	3.570.840,00
Autres réserves	807.552,42
Réserve disponible	33.204,50
Report à nouveau	86.742.240,01
	91.153.836,93

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 38 de EUR 0,10 sera détachable le 8 juin 2015 et payable à partir du 10 juin 2015 aux guichets de :

ING Luxembourg S.A.
52, route d'Esch
2965 Luxembourg

Actions propres

La Société n'a pas procédé, au cours de l'exercice 2014, à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2014, Socfinaf S.A. n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2014, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 35.708.400 euros représenté par 17.854.200 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.
- c) Le 26/01/2007, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 53,89% dans le capital de Socfinaf S.A. Au 31/12/2014 toutefois, cette participation s'élève à 58,79%.

Le 03/09/2014, Compagnie du Cambodge a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 9% dans le capital de Socfinaf S.A. 7,07% sont détenus par Compagnie du Cambodge, 1,08% par Société Industrielle et Financière de l'Artois, 0,49% par Bolloré et 0,36% par Compagnie des Glénans.

- f) En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, le droit de vote attaché aux actions physiques est suspendu jusqu'à ce que ces actions soient déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfinaf S.A.

- h) Art. 13. des statuts : « *La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales. Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles. Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année.* ».

Art. 23. des statuts : « *En cas de décès ou de démission d'un Administrateur, il pourra être pourvu provisoirement à son remplacement en observant à ce sujet les formalités prévues par la loi. Dans ce cas l'Assemblée Générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.* ».

Art. 32. des statuts : « *Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67-1 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.* ».

- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « *Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil.* ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 5 §3 et 4 : « *Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.*

La Société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions. ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- les restrictions au transfert de titres ;
- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinaf S.A. au 31 décembre 2014 avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement de l'acompte sur dividendes, s'élève à 377 millions d'euros, soit 22,49 euros par action contre 24,81 euros au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à 14,80 euros au terme de l'exercice 2014 contre 17,49 euros un an plus tôt.

Faits marquants de l'exercice

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 2014 a décidé de porter le capital social à EUR 35.708.400 par l'émission de 1.474.200 actions nouvelles pour un prix total de EUR 26.535.600. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Socfin et libérée par un apport en nature constitué de 577.200 actions Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ».

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Il faut aussi souligner que les investissements du Groupe en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Les perspectives d'encaissement de dividendes 2015, suivant les propositions des Conseils d'Administration des filiales concernées, sont en baisse.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, au 30 juin 2014, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 19 et au 31 décembre celle relative au coupon n° 20.

Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur Philippe de Traux, Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2021.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
Socfinaf S.A.
4, avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de SOCFINAF S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 112 à 120.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité

relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de SOCFINAF S.A. au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 9 de l'annexe relative à la situation politique et économique des pays d'Afrique dans lesquels SOCFINAF S.A. détient des investissements dont le montant s'élève à EUR 181.005.295,29.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion présenté dans ce rapport annuel aux pages 105 à 110, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Bertrange, le 25 mars 2015

CLERC
Cabinet de révision agréé
Jean-Jacques Soisson

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2014

		2014	2013
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations corporelles			
Matériel roulant		35.997,50	61.407,50
Immobilisations financières			
	3		
Parts dans des entreprises liées		194.903.762,08	145.067.169,35
Créances sur des entreprises liées		153.368.673,69	100.983.151,71
Titres ayant le caractère d'immobilisations		0,00	335.948,22
		348.308.433,27	246.447.676,78
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		2.987.113,32	2.650.199,49
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		9.482.401,53	4.417.362,62
		12.469.514,85	7.067.562,11
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		598.156,18	145.220,33
COMPTES DE REGULARISATION		2.500,00	2.500,00
		361.378.604,30	253.662.959,22

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

		2014	2013
<i>PASSIF</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
CAPITAUX PROPRES			
	4		
Capital souscrit		35.708.400,00	32.760.000,00
Primes d'émission (et primes assimilées)		87.453.866,21	63.866.666,21
Réserves			
Réserve légale		3.276.000,00	3.276.000,00
Autres réserves		840.756,92	826.551,92
		4.116.756,92	4.102.551,92
Résultats reportés		77.327.229,22	52.433.381,44
Résultat de l'exercice		12.603.650,79	29.443.847,78
Acomptes sur dividendes		-910.000,00	-1.820.000,00
		216.299.903,14	180.786.447,35
DETTES NON SUBORDONNEES			
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est supérieure ou égale à un an		79.500.000,00	0,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		30.153.453,20	42.298.054,28
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		35.425.247,96	30.578.457,59
		145.078.701,16	72.876.511,87
		361.378.604,30	253.662.959,22

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2014

		2014	2013
CHARGES	<i>Note</i>	EUR	EUR
Corrections de valeurs et ajustement de valeur			
Sur immobilisations corporelles		25.410,00	25.410,00
Autres charges externes		2.641.402,95	3.142.732,03
Autres charges d'exploitation		1.015.372,28	1.018.637,18
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		3.171.744,54	454.144,93
Impôts sur le résultat		323.896,97	1.093.671,16
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		177.900,00	64.794,60
Profit de l'exercice		12.603.650,79	29.443.847,78
		19.959.377,53	35.243.237,68
PRODUITS			
Reprise de corrections de valeurs		4.958,72	5.025,28
Produits des immobilisations financières			
provenant d'entreprises liées	5	19.746.805,21	35.182.857,11
Produits des éléments financiers de l'actif circulant			
Autres produits		207.613,60	55.355,29
		19.959.377,53	35.243.237,68

Proposition de répartition bénéficiaire

		2014	2013
		EUR	EUR
Réserve légale		294.840,00	0,00
Report à nouveau		86.742.240,01	77.327.229,22
Du solde :			
10% au Conseil d'Administration		289.380,00	455.000,00
90% aux 17.854.200 actions		2.604.420,00	4.095.000,00
		89.930.880,01	81.877.229,22
Dividende par action		EUR 0,15	EUR 0,25

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2014

Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 22 octobre 1961 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 6225.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013 relatifs aux postes « Autres charges externes », « Autres charges d'exploitation », « Impôts sur le résultat » et « Autres impôts ne figurant pas ci-dessus » ont été reclassés afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres se terminant le 31 décembre 2014.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR); les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Etats financiers sociaux

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ;
- soit sur les états financiers des sociétés à évaluer ;
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Etats financiers sociaux

Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Titres ayant le caractère d'immobilisations		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/ Valeur nominale au début de l'exercice	148.862.824,25	147.255.656,43	100.983.151,71	32.230.107,82	335.948,22	450.605,83	250.181.924,18	179.936.370,08
Augmentations	49.831.916,25	3.107.167,82	53.599.706,97	68.753.043,89	0,00	0,00	103.431.623,22	71.860.211,71
Diminutions	-282,24	-1.500.000,00	-1.214.184,99	0,00	-335.948,22	-114.657,61	-1.550.415,45	-1.614.657,61
Prix d'acquisition/ Valeur nominale à la fin de l'exercice	198.694.458,26	148.862.824,25	153.368.673,69	100.983.151,71	0,00	335.948,22	352.063.313,95	250.181.924,18
Corrections de valeur au début de l'exercice	-3.795.654,90	-3.800.680,18	0,00	0,00	0,00	0,00	-3.795.654,90	-3.800.680,18
Reprises	4.958,72	5.025,28	0,00	0,00	0,00	0,00	4.958,72	5.025,28
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	-3.790.696,18	-3.795.654,90	0,00	0,00	0,00	0,00	-3.790.696,18	-3.795.654,90
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	194.903.762,08	145.067.169,35	153.368.673,69	100.983.151,71	0,00	335.948,22	348.272.435,77	246.386.269,28

Les mouvements de l'exercice sont expliqués principalement par :

- l'apport en nature de 577.200 actions SAFA pour un montant de EUR 26.535.600,00 ;
- la libération de capital de Socfin Agricultural Company pour un montant de EUR 12.756.887,29 ;
- la libération de capital de Salala Rubber Company pour un montant de EUR 7.993.911,72 ;
- l'acquisition de 31.666 actions de la société Socapalm pour un montant de EUR 2.182.128,35 ainsi que l'attribution de 63.332 actions à titre gratuit ;
- la libération de capital de Plantations Socfinaf Ghana pour un montant de EUR 362.555,29 ;
- l'ajustement sur l'acquisition de la société Socfin Green Energy pour un montant de EUR 416,80 ;
- l'ajustement sur l'acquisition de la société Socfin Research pour un montant de EUR 416,80 ;
- la vente de 1.619 actions de la société Safacam pour un montant de EUR 221.290,62 ;
- la vente de 250.000 actions de la société Red Lands Roses pour un montant de EUR 114.657,60 ;
- la vente de 3 actions de la société Terres Rouges Consultant pour un montant de EUR 282,24.

Etats financiers sociaux

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net
Plantations Socfinaf Ghana	Ghana	100,00	362.555	31.12.2014	GHS	1.129.200	0
Socfin Agricultural Company Ltd	Sierra Leone	85,00	18.374.034	31.12.2014	USD	24.205.436	-5.794.563
Liberian Agricultural Company	Liberia	100,00	13.793.904	31.12.2014	USD	65.033.171	-448.130
Salala Rubber Corporation	Liberia	50,79	12.100.345	31.12.2014	USD	8.064.909	-4.991.439
Bereby-Finances S.A. « BEFIN »	Côte d'Ivoire	87,06	13.604.405	31.12.2014	XAF	18.161.863.894	2.966.980.904
Okomu Oil Palm Company Plc	Nigeria	66,12	20.715.218	31.12.2014	NGN	9.572.739.933	1.536.381.562
Palmcam S.A.	Cameroun	100,00	42.591.080	31.12.2014	XAF	26.759.351.291	2.675.862.131
Brabanta S.A.	Congo (RDC)	99,80	27.745.936	31.12.2014	CDF	23.248.883.840	-8.798.687.243
Induservices S.A.	Luxembourg	30,00	30.000	31.12.2014	EUR	234.386	17.767
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2014	EUR	2.515.214	90.288
Socfinde S.A.	Luxembourg	20,00	801.000	31.12.2014	EUR	4.312.972	108.280
Terrasia S.A.	Luxembourg	33,28	240.847	31.12.2014	EUR	433.368	15.029
SAFA	France	100,00	26.535.600	31.12.2014	EUR	20.551.710	8.286.947
Socfinco FR S.A.	Suisse	50,00	486.891	31.12.2014	EUR	12.785.211	5.848.730
Sogescol FR S.A.	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2014	USD	14.993.424	5.873.319
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2014	EUR	703.762	616.039
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2014	EUR	-59.372	-140.105
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.577	31.12.2014	EUR	3.250.491	430.751
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.532	31.12.2014	EUR	108.759	38.277
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.511.750	31.12.2014	EUR	3.458.269	-123.218
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	1.680.763	31.12.2014	EUR	2.554.223	1.056.473
Sodimex S.A.	Belgique	50,00	542.488	31.12.2014	EUR	2.868.328	486.654
STP Invest S.A.	Belgique	100,00	3.000.090	31.12.2014	EUR	1.782.528	-3.171
West African Trading Company	Grande-Bretagne	100,00	0	31.12.2014	USD	-2.159.460	-23.879
			192.721.594				

N.B. : Sur base de données financières non auditées.

Etats financiers sociaux

Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1^{er} janvier 2013	32.760.000,00	63.866.666,21	3.276.000,00	816.724,92	31.296.761,62	30.236.619,82	-5.460.000,00
Affectation du résultat de l'exercice 2012 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 29 mai 2013 :							
• Résultats reportés					21.136.619,82	-21.136.619,82	
• Dividendes						-3.276.000,00	
• Tantièmes						-364.000,00	
• Acomptes sur dividendes 2012						-5.460.000,00	5.460.000,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 13 novembre 2013							
							-1.820.000,00
Extourne coupons prescrits				9.827,00			
Résultat de l'exercice						29.443.847,78	
Situation au 31 décembre 2013	32.760.000,00	63.866.666,21	3.276.000,00	826.551,92	52.433.381,44	29.443.847,78	-1.820.000,00
Affectation du résultat de l'exercice 2013 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 28 mai 2014 :							
• Résultats reportés					24.893.847,78	-24.893.847,78	
• Dividendes						-2.457.000,00	
• Tantièmes						-273.000,00	
• Acomptes sur dividendes 2013						-1.820.000,00	1.820.000,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 30 octobre 2014							
							-910.000
Augmentation de capital suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 31 décembre 2014							
	2.948.400,00	23.587.200,00					
Extourne coupons prescrits				14.205,00			
Résultat de l'exercice						12.603.650,79	
Situation au 31 décembre 2014	35.708.400,00	87.453.866,21	3.276.000,00	840.756,92	77.327.229,22	12.603.650,79	-910.000,00

Capital souscrit et prime d'émission

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 2014, le capital souscrit et entièrement libéré est passé de EUR 32.760.000,00 à EUR 35.708.400,00. Il est représenté par 17.854.200 actions sans désignation de valeur nominale (contre 16.380.000 actions antérieurement). La prime d'émission a également été augmentée, passant de EUR 63.866.666,21 à EUR 87.453.866,21.

Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets, après absorption des pertes reportées éventuelles,

un prélèvement de 5%, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Autres réserves

Les autres réserves ont été constituées en 2002 pour un montant de EUR 807.552,42. Elles ont été augmentées au cours de cet exercice d'un montant de EUR 14.205,00 qui correspond à l'extourne de coupons prescrits.

Etats financiers sociaux

Note 5. Produits des immobilisations financières

	2014	2013
	EUR	EUR
Dividendes reçus	19.411.052,64	34.828.475,25
Plus-value sur la réalisation d'immobilisations financières	60.427,81	60.342,39
Intérêts sur créances sur entreprises liées	275.324,76	294.039,47
	19.746.805,21	35.182.857,11

Note 6. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2014, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 10.937,50 de jetons de présence et EUR 1.263.660,00 de tantièmes.

Note 7. Environnement politique et économique

L'essentiel des participations sont détenues directement ou indirectement dans des sociétés qui opèrent en Afrique, plus particulièrement dans les pays suivants :

- Sierra Leone,
- Liberia,
- Côte d'Ivoire,
- Ghana,
- Nigeria,
- São Tomé et Príncipe,
- Cameroun,
- Congo (RDC).

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique (dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, inflation dans certains cas, situation de guerre civile,...), les titres détenus par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 8. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.